

## Grève de décembre 1995

# Les bureaucrates ont cassé – Les travailleurs ne sont pas défaits



Assemblée générale de grévistes au dépôt SNCF de Sotteville-lès-Rouen

Eric Levilly

# Les leçons de la grève

13 janvier – Les travailleurs de la fonction publique ont repris le travail après l'énorme vague de grèves qui a déferlé en riposte aux attaques du gouvernement contre la sécurité sociale. Partout en Europe et même dans le monde, les yeux des travailleurs combattifs étaient rivés sur ces grèves. Pendant trois semaines, le pays a été presque totalement paralysé. Les cheminots en grève ont été rejoints par les employés des transports urbains, les postiers, les enseignants, les travailleurs de l'éducation nationale et des hôpitaux... Paris et plusieurs autres grandes villes ont été paralysées. Contrairement à ce qu'espérait le gouvernement, ces luttes ont bénéficié d'un soutien massif, et même enthousiaste, de la grande majorité de la population, qui voyait son système de protection sociale menacé par les « réformes » de Juppé.

Le gouvernement a pu maintenir une attitude dure pendant plusieurs semaines parce que les grèves sont restées limitées à la fonction publique, sans s'étendre à l'industrie lourde. Néanmoins, une série d'une demi-douzaine de journées de grève générale de la fonction publique s'est traduite par des mobilisations de masse de plus en plus importantes. Leur point culminant a été le 12 décembre, quand plus de deux millions de manifestants sont descendus dans la rue. Ces

mobilisations antigouvernementales de masse, d'abord centrées sur Paris, ont gagné pratiquement tout le pays. C'est précisément à ce moment que les dirigeants réformistes de la classe ouvrière sont intervenus pour éteindre l'incendie de la lutte de classe.

Cherchant à arrêter une dangereuse escalade, le gouvernement a essayé la « tactique du salami », en faisant des concessions aux cheminots, le noyau dur

publiaient tous deux en première page des photos montrant des cheminots en liesse brandissant des drapeaux rouges dans le train qui les ramenait au travail. Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, salua cyniquement la « victoire des cheminots imposant au gouvernement la prise en compte de toutes leurs revendications professionnelles ». Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, qui dès le début s'est opposée aux grèves, appela

diviser le mouvement de grèves, cela a aussi fait apparaître la faiblesse du gouvernement et pourrait encourager d'autres secteurs.

Dès la reprise du travail à la SNCF, le gouvernement Chirac a utilisé la répression, policière et judiciaire, pour réduire les dernières poches de résistance gréviste, cherchant du même coup à dissuader par avance d'autres secteurs d'entrer à leur tour en lutte (ou de reprendre la grève). Dans la nuit du 27 au 28 décembre, les flics – les mêmes qui terrorisent quotidiennement les « immigrés » et leurs enfants – intervenaient contre les postiers qui occupaient le centre de tri de Caen. Quelques jours plus tard, tandis que la « justice » capitaliste multipliait les poursuites contre des grévistes pour « entraves à la liberté du travail », Chirac lançait ses flics contre les piquets de grève des tramots de Marseille. Malgré cette répression et les provocations de la direction de la régie locale des transports, les tramots, après plus d'un mois de grève dure, ont gagné sur une de leurs principales revendications, la suppression d'un « second statut » discriminatoire, concernant les salaires et les horaires de travail, pour les tramots embauchés depuis 1993.

Dans le même temps, le gouvernement renforçait ses lois racistes. La loi « anti-terroriste » Toubon, adoptée par le parlement le 20 décembre, prévoit des poursuites judiciaires pour « aide au séjour irrégulier » contre les conjoints d'étrangers sans papiers, ainsi que la prison systématique pour tous les « clandestins ». Quant aux personnes ou associations qui hébergent ou aident des « clandestins »,

## Il faut forger un parti révolutionnaire ! Pour un gouvernement ouvrier !

de la grève. En même temps, Juppé s'est engagé à maintenir l'élément central de ses « réformes » antiouvrières : le plan de démantèlement du système de santé publique. Face à l'escalade des événements qui menait à un choc frontal, mettant à l'ordre du jour une mobilisation ouvrière générale qui aurait facilement pu échapper à leur contrôle, les directions syndicales sont entrées dans le jeu de la politique gouvernementale de « diviser pour régner ». En échange de l'abandon par le gouvernement des réductions de retraites et d'emplois à la SNCF, les grèves ont été arrêtées.

Faisant écho à la tristement célèbre déclaration que le dirigeant stalinien Maurice Thorez fit à propos de la grève générale de 1936, le « syndicat » des cadres CGC déclara qu'« il faut savoir terminer une grève ». Les réformistes le savent assurément. *L'Humanité* et *Libé-*

dès le 13 décembre les salariés à se prononcer « démocratiquement sur les conditions de leur reprise du travail » et déclara que les travailleurs ont « lutté et gagné ». La « journée d'action » du 16 décembre était destinée à chanter victoire... et à renvoyer les grévistes chez eux. Mais les grévistes avaient à peine repris le travail que le parlement approuvait un projet de loi donnant à Juppé le pouvoir d'imposer de nouveaux impôts par décret. Son impôt supplémentaire de 0,5% sur les revenus entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> février.

Le mouvement de grèves a été si puissant que des débrayages sporadiques continuent à se produire dans le secteur public. Les grévistes n'ont pas été vaincus. Il y a beaucoup d'amertume parmi les ouvriers combattifs, qui parlent de reprendre la grève contre les attaques gouvernementales. Si avoir cédé devant les syndicats de cheminots a permis de

Suite page 2

M 2651 - 136 - 5,00 F-RD



## Leçons...

Suite de la page 1

elles tombent désormais sous le coup des lois d'exception scélérates « antiterroristes », ce qui constitue une sinistre menace contre toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Cela n'en rend que plus nécessaire et vital pour le mouvement ouvrier de se battre contre toutes les mesures d'Etat policier racistes. A l'automne, le gouvernement Chirac avait déjà fait inculper plusieurs dizaines de personnes accusées d'avoir hébergé ou aidé des sympathisants de mouvements nationalistes basques réfugiés en France. La répression policière, ces derniers mois, a aussi frappé avec violence les manifestations étudiantes, avec plusieurs dizaines d'arrestations et des condamnations en « flagrant délit », y compris à des peines de prison ferme. A bas Vigipirate ! A bas la loi scélérate Toubon ! Levée de toutes les inculpations contre les militants basques et tous ceux qui leur sont venus en aide ! Libération immédiate des manifestants emprisonnés ! Levée des inculpations contre les grévistes !

Le blocage des salaires des 5,5 millions de travailleurs de la fonction publique, qui doit entrer en vigueur ce mois-ci, pourrait provoquer une nouvelle poussée de luttes. Mais on ne peut pas faire démarrer et stopper des grèves comme on appuie sur un bouton. La question clé était, et reste, celle de la direction.

Dès le début des grèves, les directions syndicales (et avec eux les dirigeants des PS et PCF) et la base gréviste avaient des motivations complètement différentes. Dans cette bataille, les bureaucrates réformistes étaient en fait temporairement *en bloc* avec les travailleurs, pour leurs propres objectifs. Les travailleurs exprimaient leur ras-le-bol après treize ans d'austérité antiouvrière, d'attaques contre les salaires et de montée du chômage (le taux de chômage dépasse maintenant les 12%) sous la présidence du « socialiste » Mitterrand. Puis sont arrivées les « réformes » du gouvernement conservateur Chirac-Juppé, une attaque en règle contre le niveau de vie acquis au cours des dernières décennies. Mais là où les travailleurs luttèrent pour leurs intérêts de classe contre une offensive concertée de la classe dirigeante, les directions réformistes luttèrent pour conserver leur rôle de collaboration de classe, pour contrôler et trahir la classe ouvrière.

Pendant cette grève, la bureaucratie syndicale a manifesté, de façon pour le moins inhabituelle, une humeur belliqueuse, parce que les « réformes » s'attaquaient à la base même de son existence. Ceci vaut aussi pour FO, qui fut longtemps un bastion de l'anticommunisme de Guerre froide, et qui est fortement implantée dans le secteur public. Les directions syndicales sont profondément intégrées à l'administration étatique par l'intermédiaire d'une myriade d'organes de collaboration de classes qui aident à gérer l'énorme système de protection sociale. Les bureaucrates tirent leurs

propres privilèges de ces acquis, qui ont permis aux syndicats de disposer de centaines de permanents. C'est la rétribution du rôle social et politique joué par les réformistes : assurer le maintien de l'exploitation capitaliste et du colonialisme à l'extérieur du pays. Maintenant, c'était donc la base matérielle de leur rôle d'« interlocuteurs privilégiés » de la bourgeoisie et de son Etat qui était visée.

Cette vague de grèves a constitué la première grande bataille de classes dans le « nouvel ordre mondial » triomphalement proclamé par les impérialistes avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. La restauration du capitalisme en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS a amené une offensive mondiale des exploités, rendus plus agressifs, contre le niveau de vie et les organisations des travailleurs. Dans toute l'Europe de l'Ouest, les gouvernements ont déclaré que des coupes drastiques doivent être pratiquées dans le système de protection sociale pour se conformer au traité de Maastricht sur l'intégration

plan Vigipirate de répression policière contre les « immigrés » (un mot qui désigne aussi les nombreux jeunes originaires du Maghreb ou d'Afrique noire nés dans ce pays). Mobiliser les travailleurs contre la terreur raciste des flics aurait eu un énorme impact pour étendre la grève au secteur privé – où les travailleurs « immigrés » sont une composante clé de l'industrie lourde – ainsi que pour lui gagner un soutien dans les banlieues-ghettos en ébullition. Les réformistes n'ont pas non plus élevé la moindre protestation contre la participation de la France à l'occupation par l'OTAN de l'ex-Yougoslavie, occupation scellée par une cérémonie qui s'est tenue le 14 décembre dans Paris paralysé par les grèves. Une direction révolutionnaire aurait saisi cette formidable occasion pour organiser une action ouvrière contre cette expédition impérialiste ; et, de fait, la grève des cheminots a effectivement perturbé les envois de matériel militaire.

Alors que les mobilisations atteignaient leur point culminant, les politiciens bour-

geois ont ainsi fait débrayer les travailleurs de la recette principale de Paris 12. Les cheminots grévistes de la gare du Nord ont envoyé des délégations dans les hôpitaux, dans les centres de tri voisins et même à l'usine Citroën-Aulnay. Les AG quotidiennes sont devenues un point de ralliement pour les grévistes des autres secteurs dans plusieurs entreprises : la gare du Nord, les Chèques postaux de Paris ou la Fosse (les ateliers SNCF de Sotteville-lès-Rouen) où participaient régulièrement de 1000 à 1500 grévistes de tous les secteurs de la région. Décrivant de jeunes grévistes du centre de tri Saint-Lazare, à Paris, *Libération* (9-10 décembre 1995) écrivait : « Depuis neuf jours, à voter tous les matins la grève en AG, ils ont le sentiment de participer à une vraie "démocratie ouvrière". Ils semblent plus communards que grévistes. »

Les grévistes ont repris le travail amers et furieux contre la trahison des bureaucrates syndicaux. A Rouen, où la manifestation du 16 décembre a été la plus grande de toute l'histoire de la ville, les grévistes ont expulsé les dirigeants de la CGT et de FO de la manifestation, tout comme les travailleurs parisiens l'avaient fait avec Notat. Un cheminot du dépôt de Sotteville déclarait : « Il y a une différence fondamentale entre ceux qui veulent lutter et ceux et celles qui se contentent de négocier » (*InfoMatin*, 19 décembre 1995).

Alors même que le gouvernement leur faisait des concessions, la grande majorité des cheminots votaient la poursuite de la grève, qui commençait à donner des signes d'extension au secteur privé. C'est dans ce contexte que nous avons publié notre tract du 14 décembre. Nos forces sont limitées, mais il est nécessaire de dire ce qui est, et ce qui doit être fait. Appelant à un nouveau parti, un parti révolutionnaire, ce tract insistait sur la nécessité urgente de *comités de grève élus*, de *piquets de masse* pour étendre la grève au secteur privé et de *groupes de défense ouvriers-immigrés* pour se protéger contre les jaunes, les flics et les attaques racistes. Comme le déclarait Trotsky dans le *Programme de transition* (1938), le document de fondation de la Quatrième Internationale : « Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. » De telles revendications étaient clé pour la lutte afin d'assurer une issue victorieuse à la grève.

L'importance des piquets de grève et des groupes d'autodéfense a été mise en lumière quand les flics ont été envoyés contre des manifestations étudiantes à Paris, Montpellier, Saint-Etienne ou Nantes. Pour écraser la grève des cheminots et des transports, le gouvernement organisa des jaunes et menaça même de faire appel à l'armée. Et au moment même où les bureaucrates cassaient ouvertement la grève, le gouvernement envoya ces mêmes forces de « sécurité » qui terrorisent la population « immigrée » contre les grévistes, par exemple à la station de métro de la Porte Maillot.

Une autre question clé pour faire entrer dans le mouvement le secteur privé est la lutte contre le chômage. Avec un taux de syndicalisation inférieur à 10% et des syndicats principalement implantés dans la fonction publique, les syndicats sont extrêmement faibles ou non existants dans des pans entiers du secteur privé. Et avec un taux de chômage à deux chiffres, et qui frappe particulièrement les jeunes « immigrés » (plus de 25%), les hésitations des travailleurs du privé à rejoindre la grève ont pour origine leur vulnérabilité aux représailles, du fait de l'absence de protection contre les licenciements et les mises à pied. Pour surmonter cet obstacle, une direction lutte de classe serait allée au-delà des revendications initiales étroites et sectorielles de la grève



Philippe Wolazer/Reuters

**Chirac recevant le 4 janvier Notat, Blondel et Viannet. Les dirigeants syndicaux ont sauvé la mise au gouvernement en poignardant la vague de grèves.**

européenne, signé en 1992. La bourgeoisie allemande a exercé une énorme pression sur Paris pour réduire le déficit budgétaire, condition préalable à la création d'une monnaie européenne unique. Les dirigeants capitalistes européens cherchent aujourd'hui à imiter les attaques que Reagan et Thatcher ont menées contre la classe ouvrière dans les années 1980. Ils veulent accroître leur « compétitivité » dans un climat de rivalités interimpérialistes féroces, alors que les puissances dominantes (Etats-Unis, Allemagne et Japon) consolident leurs sphères d'influence.

La vague de grèves en France a eu des répercussions dans toute l'Europe et dans le monde entier. Le journal américain *Wall Street Journal* du 22 décembre déclarait que l'offensive contre les programmes sociaux était une « bombe à retardement » et mettait en garde que les grèves en France pourraient être « un avant-goût de ce qui va arriver ailleurs en Europe ». Déjà, le 13 décembre, 60 000 manifestants ont défilé à Bruxelles contre des coupes sombres dans le budget ordonnées par le gouvernement belge. Le 18, la grève éclatait spontanément chez les cheminots contre un plan de restructuration de la société ferroviaire nationalisée, la SNCB. Partie de Flandre, la grève s'étendit en quelques heures à Bruxelles et à la Wallonie, et, deux jours après, le ministre des Transports annonçait le retrait du plan.

Même le *New York Times* (24 décembre), autre organe de la bourgeoisie américaine, montrait des signes de nervosité, craignant que « les syndicats américains vont commencer à utiliser des tactiques agressives », tout en excluant une « répétition des événements en France » parce que « les travailleurs américains n'ont pas les traditions de grèves générales et de mobilisations massives des travailleurs français » – et de citer la Révolution de 1789, la Commune de Paris de 1871 et le soulèvement ouvrier-étudiant de 1968.

Si les grèves en France ont commencé comme une lutte défensive de secteurs particuliers, elles ont rapidement pris le caractère d'une lutte sociale large. Mais l'emprise politique des réformistes les a empêchées de s'attaquer, par exemple, au

geois, les médias et Nicole Notat se sont mis à hurler en chœur contre la « politisation » des grèves. Les grèves avaient atteint un point où elles devaient être étendues au secteur privé, faiblement syndicalisé, et s'opposer directement au *pouvoir d'Etat*. C'est pourquoi les dirigeants réformistes de la classe ouvrière sont rapidement intervenus pour mettre un terme au mouvement. Pour nous, trotskystes, la tâche cruciale était, et reste, de construire une direction révolutionnaire ayant une implantation et une autorité dans la classe ouvrière – un parti comme le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, capable de transformer des luttes défensives en offensive consciente contre l'« ordre » bourgeois. Comme nous le déclarions dans un tract du 14 décembre (lire page 5), « la situation tend depuis un certain temps vers une grève générale totale, et cela poserait la question de qui sera le maître dans le pays [...]. Ce qui est posé dans cette grève historique, c'est que les travailleurs dirigent cette société, c'est la lutte pour un gouvernement ouvrier, pour le renversement du système capitaliste voué à périr et non à être réformé. »

### Un programme de transition pour la révolution socialiste

La question de la direction a été mise vivement en relief dans cette grève. Des assemblées générales se tenaient quotidiennement dans pratiquement chaque service en grève, souvent avec la participation de centaines de travailleurs, et votaient sur la poursuite de la grève. Les débats sur comment aller de l'avant suscitaient un intérêt passionné. En même temps, ces assemblées étaient maintenues séparées les unes des autres, afin de mieux maintenir le contrôle des bureaucrates sur les grévistes.

Dans un certain nombre de villes, des centres organisateurs de la grève fonctionnant 24 heures sur 24 s'étaient créés spontanément – la gare du Nord à Paris, la place centrale à Toulouse et Bordeaux. Cette grève a aussi vu, pour la première fois à une échelle massive, l'emploi de la tactique des *piquets de grève volants* pour étendre la lutte à d'autres centres et à d'autres secteurs. A Paris, les postiers du

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy, Alain Carl (responsable des pages *Spartacus!*), Carine Gance (réalisation), Myriam Morin, Henri Riemann, Corinne Simon, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

DIFFUSION: Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil  
Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de lauréat et des industries graphiques.

pour avancer un programme capable d'unir le prolétariat tout entier. C'est ainsi que nous appelons à une *échelle mobile des salaires et des heures de travail*, afin de répartir le travail disponible entre toutes les mains ouvrières. Pour une direction révolutionnaire, la lutte pour une réduction de la semaine de travail sans perte de salaire serait une composante clé des batailles nécessairement difficiles pour syndiquer le secteur privé.

Mobiliser le privé dans les grèves nécessitait aussi une lutte déterminée contre la terreur anti-immigrée qui a été mise en œuvre 14 ans durant sous Mitterrand et qui a été aujourd'hui considérablement intensifiée par Chirac. La version actuelle de Vigipirate, à laquelle participent la police et l'armée, a conduit à plus de 3 millions de contrôles d'identité et à des milliers d'expulsions. Pourtant, les directions syndicales non seulement n'ont rien fait pour lutter contre cette croisade raciste du gouvernement, mais les directions de la CGT, de la CFDT, de la FEN et de la FSU ont même tenté – en vain – de mobiliser, le 24 octobre, les travailleurs derrière Chirac et son plan Vigipirate raciste.

Si les bureaucrates syndicaux déplorent le fait que la grève ne se soit pas étendue au secteur privé, ils ont en réalité fait tout ce qui était en leur pouvoir pour l'empêcher. A l'usine Renault-Flins, dont l'importance est capitale, la CGT a distribué, le 11 décembre, un tract qui expliquait qu'un appel à la grève serait « prématuré ». De telles tactiques de cassage de grève ne sont pas une nouveauté de la part des réformistes. Quand les ouvriers de Flins ont été le fer de lance des grèves qui ont éclaté au moment de la campagne présidentielle du printemps dernier, les bureaucrates syndicaux n'ont rien fait pour mobiliser en soutien à ces grèves, tandis que les patrons reprochaient aux grévistes d'être dirigés par des Maghrébins. Ces mêmes ouvriers avaient été, en 1983, les premiers à faire grève contre l'austérité de Mitterrand; les « socialistes » au gouvernement les accusèrent d'être des « intégristes », prétendument manipulés de l'étranger.

Comités d'usine, groupes de défense ouvriers-immigrés, échelle mobile des salaires et des heures de travail: ce sont des exemples de *revendications transitoires*, destinées à combler le fossé entre les luttes défensives des travailleurs et la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Le IIIe congrès de l'Internationale communiste, qui le premier avait formulé un tel programme de transition pour l'opposer au programme minimum réformiste de la social-démocratie, appelait les communistes à « étendre et intensifier chaque lutte défensive pour la transformer en une offensive contre la société capitaliste » (« Thèse sur la tactique », juillet 1921).

### La clé, c'est une direction révolutionnaire

Dans leur prostration opportuniste devant le gouvernement, les bureaucrates réformistes ont été singés par l'« extrême gauche », qui a ignominieusement capitulé devant la campagne de terreur raciste de Chirac, quand elle ne s'y est pas associée. A l'automne, quand le gouvernement brandissait la « menace terroriste », Arlette Laguiller écrivait dans un éditorial de *Lutte Ouvrière* (20 octobre 1995): « Si l'on voulait réellement aider la population maghrébine à se dissocier des terroristes et à s'en défendre, si on voulait aider la population des quartiers pauvres où ils sont peut-être recrutés, il faudrait démontrer à cette population qu'elle n'a rien à craindre du plan Vigipirate [...] »

En réaction contre ce genre d'infâme chauvinisme, un certain nombre de jeunes antiracistes ont commencé à se proclamer anarchistes, un courant qui était auparavant largement moribond en France. Par exemple, à l'université de Saint-Denis, dans la banlieue parisienne, où les anarchistes faisaient partie de la direction du mouvement, les étudiants ont publié pendant la grève un tract qui attaquait la

mobilisation anti-immigrée raciste du gouvernement. Ecœurés par les trahisons des réformistes, les anarchistes rejettent en bloc les partis politiques pour glorifier l'action spontanée. Mais les grèves ont montré les limites de la combativité ouvrière spontanée, qui était énorme mais a été incapable de briser l'étau des bureaucrates qui étaient l'obstacle central à l'extension des grèves et à la transformation des luttes défensives en combat contre le système capitaliste.

Contrairement à l'« extrême gauche » opportuniste, nous, trotskystes, avons mis en avant la lutte contre les attaques anti-immigrées. Le supplément spécial au *Bolchévik*, en date du 4 décembre, avait



La répression policière raciste de Vigipirate. Pour des actions ouvrières/immigrées contre la terreur raciste !

pour titre « A bas Vigipirate! Unité des «immigrés», des femmes et de la jeunesse derrière la puissance sociale de la classe ouvrière! Pour une nouvelle direction, une direction révolutionnaire! » Il a aussi été traduit en arabe pour être diffusé auprès des ouvriers et jeunes d'origine maghrébine (lire en pages 4 et 12).

Un rôle clé a été joué dans les grèves par les organisations d'« extrême gauche », qui ont servi de visage « de gauche » à la bureaucratie syndicale. Elles appellent à « étendre la grève » pour obtenir le « retrait du plan Juppé » (LO) ou à une grève générale illimitée pour « faire tomber le gouvernement » (LCR). Cette rhétorique revient en réalité à faire pression sur les directions de FO et de la CGT pour provoquer un remaniement du gouvernement Chirac. Ces tentatives pour apparaître comme ceux qui sont animés de la combativité la plus « illimitée » laissent de côté la difficile tâche politique de formuler un programme clair pour mener le prolétariat et ses alliés sur la voie de la conquête du pouvoir.

Le fait que ces ex-« soixante-huitards » aient maintenant une perspective focalisée sur la bureaucratie reflète un fait social: ils en sont partie intégrante. C'est une raison essentielle de pourquoi, contrairement à ce qui s'était passé pendant la grève des cheminots de 1986, il n'y a pas eu cette fois de « coordinations ». Ceux qui étaient alors délégués d'atelier sont depuis devenus responsables locaux et dirigeants nationaux. Ainsi, le Parti des travailleurs (PT) de Pierre Lambert est profondément incrusté à tous les niveaux de FO, où un partisan du PT, Claude Jenet, est secrétaire national à l'organisation et proche allié du numéro un de FO, Blondel. La LCR compte dans ses rangs un nombre significatif de responsables de la CGT, de la CFDT et de SUD-PTT, jusques et y compris au niveau national. Un porte-parole de SUD-PTT (où la LCR et sa mouvance ont un rôle dirigeant) est ainsi intervenu le 15 décembre dans l'assemblée générale des Chèques postaux, à Paris, pour dire aux travailleurs de « maintenir la pression jusqu'à samedi » (16 décembre – la manifestation « finale » des bureaucrates) et qu'alors il serait nécessaire d'« envisager d'autres formes d'action ». Ce sont les mots de code habituels utilisés par les bureaucrates pour « terminer » une grève, et Arlette Laguiller en donnera un parfait exemple quand, le 15 décembre, elle parla au passé de la mobilisation: « La grève était [sic] une répétition générale » (le *Monde*, 17-18 décembre 1995)! Du haut

de la tribune de la Mutualité – pendant que ses militants faisaient de même dans les AG – la porte-parole de LO félicita même les bureaucrates traîtres: « La CGT et FO ont montré et appris qu'étendre une grève à partir de la base n'était pas une aberration gauchiste, mais ils auraient pu le faire bien avant » (Ibid). En vérité, les bureaucrates ont tout fait pour ne pas étendre la grève. Et c'est précisément au moment même où ils sont intervenus pour désamorcer l'explosion sociale – et qu'ils se montrent donc le plus vulnérables – que la direction de LO est montée au créneau pour leur sauver la mise.

La place prise par l'« extrême gauche » dans la bureaucratie syndicale a été per-

les de dépôts et services isolés pour créer des formes organisées qui soient l'incarnation de la lutte: comités de grève élus pour unir tous les syndiqués (aujourd'hui dans différents syndicats divisés suivant des lignes de partage politiques) et les travailleurs non syndiqués, dont un certain nombre ont été des militants grévistes exemplaires; piquets de grève de masse pour étendre la grève et défendre les grévistes; et comités de coordination nationale, assurant la liaison entre la capitale et les villes de province fortement mobilisées, dont les manifestations incluaient des cortèges industriels.

La grève devait dépasser le simple cadre syndical, sur un programme pour unir la classe ouvrière tout entière et attirer à ses côtés les retraités, la jeunesse, les « immigrés », qui sont visés par la militarisation menaçante de la société française. Les tâches immédiates réclament une direction révolutionnaire et un parti léniniste: pour pousser les luttes du prolétariat en avant au lieu de les subordonner aux contraintes du système capitaliste; pour démasquer dans l'action les dirigeants traîtres procapitalistes; pour faire le lien avec les ouvriers des autres pays au moment où la bourgeoisie attise le racisme et la guerre commerciale.

La lutte contre les attaques du gouvernement contre la protection sociale est loin d'être terminée. La classe dirigeante parie sur l'effet démoralisateur de l'arrêt de la grève au moment où des millions de travailleurs pensaient qu'ils étaient en train de gagner. Le gouvernement compte sur les directions traîtres, anciennes et nouvelles, pour tenir en bride la classe ouvrière. Les dirigeants « de gauche » sont plus que disposés à satisfaire ces attentes, mais personne n'a l'emprise qu'avait jadis le PCF sur les secteurs les plus combattifs.

Si la classe ouvrière a eu des capacités défensives suffisantes pour repousser temporairement les attaques lancées par la bourgeoisie dans le cadre de Maastricht, sans une stratégie révolutionnaire pour aller de l'avant (qui s'incarne dans le programme révolutionnaire marxiste et dans un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste) elle ne peut réussir qu'à tenir en échec la bourgeoisie mais non la vaincre. Les capitalistes repasseront à l'offensive, peut-être en alliance avec les fascistes si les réformistes ne peuvent plus jouer leur ancien rôle et si la classe ouvrière refuse de se laisser faire. En termes de la lutte des classes en Europe, c'est un nouveau chapitre qui s'ouvre dans cette nouvelle période historique.

Dans le nouveau désordre mondial, l'offensive capitaliste contre la classe ouvrière ne connaîtra pas de répit – pas plus que la résistance à cette offensive, sous forme de manifestations, de grèves etc. C'est dans le feu de ce genre de lutte de classe que sera construit un parti ouvrier internationaliste, un parti comme le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, forgé sur un programme pour diriger la classe ouvrière et tous les opprimés dans la lutte pour la révolution socialiste. C'est la leçon cruciale de ces grèves.

- Adapté de Workers Vanguard n° 636

## MEETING-DEBAT

### Les leçons de la grève

- Les bureaucrates ont cassé – Les travailleurs ne sont pas défaits
- Il faut forger un parti révolutionnaire !

Vendredi 26 janvier à 19h30  
LSC, 69 ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris  
M° Porte de la Chapelle

Pour tout renseignement, appelez le 42 08 01 49

**N**ous reproduisons ci-dessous un tract, daté du 4 décembre 1995, et ci-contre un tract, daté du 14 décembre 1995, que nous avons diffusés à Paris et dans plusieurs villes de province, aussi bien dans les manifestations que dans plusieurs entreprises et facultés en grève. Le tract du 4 décembre a été traduit en arabe. Il est reproduit en dernière page de ce journal.

Une épreuve de force est engagée. D'un côté, le gouvernement Chirac-Juppé et la bourgeoisie, soutenus par les bourgeoisies de toute l'Europe. De l'autre, la classe ouvrière, les femmes, les « immigrés », les jeunes et les étudiants, les retraités – toutes les victimes désignées de l'offensive d'austérité et de la terreur raciste de la classe dirigeante. Le mouvement de protestation qui s'amplifie se dirige vers une grève générale, un affrontement *politique* avec la bourgeoisie et son Etat. La question qui est posée de plus en plus, c'est : qui sera le maître dans le pays ? La bourgeoisie est unie dans sa détermination à mener une guerre contre les travailleurs et les opprimés. Pour mener la contre-offensive et pour gagner, la classe ouvrière a besoin d'un état-major, d'une direction révolutionnaire dont le programme est : ceux qui travaillent doivent gouverner.

A la suite des contre-révolutions capitalistes qui ont détruit les acquis des économies planifiées et collectivisées d'Union soviétique et d'Europe de l'Est, la bourgeoisie a célébré la prétendue « mort du communisme ». Aujourd'hui, les yeux des ouvriers dans le monde sont rivés sur la France, où les travailleurs combattifs font la démonstration que la lutte de classe est vivante. Mais ce dont les travailleurs ont besoin pour aller vers la victoire, c'est que le marxisme vive, sous la forme d'un parti d'avant-garde internationaliste, léniniste-trotskyiste, qui luttera pour la conquête du pouvoir par le prolétariat – un parti d'action révolutionnaire, pas des traîtres parlementaires ni des bureaucrates syndicaux. Un tel parti sera animé de la compréhension de Lénine qu'il doit être un tribun du peuple, combattant toutes les manifestations de l'oppression dans toutes les couches de la population ; il mobilisera derrière la puissance sociale de la classe ouvrière la jeunesse, les travailleurs maghrébins et noirs africains et leurs enfants, victimes de l'état de siège raciste (qui sont rejetés comme « immigrés » même quand ils sont nés en France et qu'ils sont citoyens français), les femmes dont le droit à l'avortement est de plus en plus menacé.

La question cruciale aujourd'hui, c'est la question de la direction. La direction de la CFDT s'est solidarisée avec les attaques gouvernementales contre la protection sociale. Les directions de la CGT et de FO proclament que leur objectif final est le retrait du plan Juppé. Mais Chirac et Juppé ont déclaré clairement qu'ils iraient jusqu'au bout, à n'importe quel prix. Ce conflit ne sera pas résolu par des marchandages de coulisse sur le terrain parlementaire. Il ne se gagnera pas non plus simplement dans les limites étroites du syndicalisme. Méfiez-vous de ceux qui, comme le PCF et le PS, prétendent offrir une direction aux travailleurs dans le seul but de saboter leurs luttes et de les dévoyer dans l'ornière électorale. Si la classe ouvrière n'agit pas avec détermination et audace, le résultat pourrait bien être un renforcement, non seulement de la droite parlementaire, mais aussi des nervis fascistes de Le Pen, qui terrorisent les « immigrés » et s'offrent comme ultime recours à la bourgeoisie face à une menace révolutionnaire du prolétariat.

Comme le disait un gréviste, nous avons besoin d'un « gouvernement de la grève ». Mais comment y parvenir ? Il est

**A bas Vigipirate ! Unité des « immigrés », des femmes et de la jeunesse derrière la puissance sociale de la classe ouvrière !**

## Pour une nouvelle direction, une direction révolutionnaire !

nécessaire d'unifier les travailleurs dans une lutte organisée, coordonnée et dirigée contre le régime, de rallier d'autres secteurs de la population qui soutiennent les travailleurs et luttent eux aussi contre les attaques tous azimuts. La première étape est la formation, dans les usines et entreprises, de comités élus, sur le lieu de travail, dans des assemblées générales de grévistes, pour diriger et coordonner la lutte. Il est crucial d'étendre les grèves à d'autres secteurs, et principalement les bastions ouvriers de l'industrie (où les travailleurs immigrés sont une composante stratégique) – trop souvent, l'absence d'une direction capable de généraliser et de lier entre elles les luttes des travailleurs a permis à la bourgeoisie d'isoler les secteurs combattifs et d'étouffer la combativité ouvrière. Contre les plans du gouvernement d'utiliser des bus jaunes pour briser la grève des transports, il est nécessaire de mobiliser des piquets de masse pour bloquer les rues et d'organiser l'envoi de piquets volants pour étendre la grève – en particulier au secteur privé – et pour la renforcer.

Contre la menace de recourir à l'armée, contre la mobilisation des fascistes qui agissent comme fer de lance de la réaction sociale et qui sont prêts à servir à la bourgeoisie de suppléants pour briser la grève, il faut que les comités d'usine organisent des *détachements ouvriers de défense*. Des groupes ouvriers disciplinés sont nécessaires pour défendre les manifestations et mobilisations des grévistes et pour défendre les quartiers immigrés qui constituent la première cible des bandes fascistes et de la terreur policière raciste de Vigipirate. Le mouvement ouvrier doit appeler les soldats du contingent à refuser de servir de briseurs de grève.

Des comités d'usine – centralisés à l'échelle de la ville puis du pays – devront contrôler et organiser la distribution des biens de consommation et la gestion des services sociaux, intégrant des représentants des étudiants, des communautés « immigrées », des chômeurs, des travailleuses et des femmes au foyer, ainsi que d'autres couches de la population.

De tels comités d'usine peuvent devenir le noyau d'un *pouvoir prolétarien* (des conseils ouvriers ou soviets) qui se dressera face au pouvoir bourgeois. L'issue de la confrontation dépendra de la direction de la classe ouvrière.

L'offensive actuelle du gouvernement contre la classe ouvrière a été préparée par une incessante campagne raciste qui prend pour cibles les travailleurs immigrés et leurs enfants, victimes de la terreur policière et d'expulsions, désignés comme boucs émissaires de la crise du capitalisme, afin de diviser la classe ouvrière sur des bases racistes. C'est pour le prolétariat tout entier une question d'autodéfense élémentaire que le mouvement ouvrier combatte avec intransigeance toutes les formes de discrimination, dans l'emploi, le salaire, l'enseignement ou le logement, et qu'il revendique que tous les emplois du secteur public soient ouverts aux travailleurs « non français » – pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles ! Afin de combattre

le chômage et donner du travail à tous, nous exigeons une réduction de la semaine de travail, sans diminution de salaire !

Les mobilisations étudiantes et lycéennes actuelles contre la misère de l'enseignement doivent faire leur jonction avec le prolétariat en lutte. Comme la Jeunesse spartaciste, groupe de jeunesse de la Ligue trotskyste, l'expliquait dans un tract distribué le mois dernier aux étudiants en lutte : « *Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est un programme révolutionnaire qui lie la lutte de la jeunesse pour le droit à un emploi, à un logement, un salaire – à une vie décente – à la lutte prolétarienne pour en finir avec ce système capitaliste d'exploitation et d'oppression. Nous, Jeunesse spartaciste, nous battons pour un enseignement de qualité, gratuit, ouvert à tous sans discriminations racistes ou de classe. Nous sommes pour l'accès du prolétariat aux fruits de la culture, pour*

sus la Méditerranée, aux masses nord-africaines qui subissent le joug de l'exploitation impérialiste, et dont les frères de classe sont une composante clé du prolétariat de ce pays.

Au contraire, le PCF est opposé à une telle perspective, avec ses appels nationalistes-chauvins à « Produire français », qui rend responsables de la montée du chômage dans ce pays non pas les patrons français mais les ouvriers étrangers. Le PCF aimerait servir d'instrument à la bourgeoisie pour dévoyer et saboter les luttes combattives des travailleurs, comme il l'a fait en Mai 68 quand il a montré qu'il savait comment « terminer une grève » en étranglant les occupations ouvrières des usines et les manifestations étudiantes de masse qui avaient amené la France au bord de la révolution. Avec ses appels du pied infâmes au racisme anti-« immigré », dont le symbole reste l'envoi d'un bulldozer contre un foyer d'ouvriers



Patrick Artinian

**Faisant face aux CRS, les piquets de grève des cheminots bloquent les TGV Eurostar en gare du Nord.**

*le plein accès de la jeunesse ouvrière aux universités. Pour des facs ouvertes à tous et des bourses adéquates !*

Les attaques du régime capitaliste français contre la Sécurité sociale ne sont pas une exception. La même chose s'est produite en Grande-Bretagne, on a essayé de le faire en Italie et on le prépare en Allemagne. Le FMI et les classes dirigeantes capitalistes d'Europe ont fait savoir que la bourgeoisie française devait faire passer ces mesures, et elle est tout à fait prête à s'unir avec les classes dirigeantes de l'autre côté des frontières, dans une alliance pour mater le prolétariat français, comme elle l'a fait plus d'une fois, de la Commune à Vichy. A l'Europe de l'OTAN, il est nécessaire d'opposer une Europe des luttes ouvrières. Ce qu'il faut, c'est une perspective internationaliste qui tende la main aux travailleurs en lutte en Italie, qui cherche à lier son combat à celui des étudiants qui manifestent en Belgique, qui en appelle aux ouvriers d'Allemagne pour mener la lutte en commun contre les attaques capitalistes. Il est particulièrement crucial de tendre la main, par-des-

maliens à Vitry en 1981, et son soutien à 14 ans de gouvernements « socialistes » de Mitterrand – qui se sont distingués par la terreur raciste d'Etat contre les « immigrés » –, le PCF a aidé à préparer le terrain pour la montée du Front national de Le Pen, qui se prépare aujourd'hui à lancer ses nervis fascistes contre le mouvement ouvrier.

Le rôle historique du PCF a été d'endiguer la lutte de classe et de la dévoyer dans l'impasse du parlementarisme. Aujourd'hui, le PCF n'est plus la force hégémonique qu'il était jadis dans la classe ouvrière, à cause de la banqueroute complète du stalinisme en Union soviétique et en Europe de l'Est – où les trahisons de la bureaucratie ont pavé la voie à la contre-révolution capitaliste – ainsi qu'en France. Mais on peut être sûr que Hue et Cie n'ont pas abandonné leurs vieilles habitudes et qu'ils feront de leur mieux pour saboter la lutte des travailleurs.

Enhardie par la défaite historique qu'a été pour le prolétariat la destruction de la patrie de la révolution d'Octobre, la bourgeoisie pense aujourd'hui qu'elle peut s'en prendre impunément aux tra-

**Pour un gouvernement ouvrier qui balaie tout le système capitaliste pourri !**

vailleurs chez elle, avec ou sans l'assistance de ses lieutenants réformistes. Pas étonnant que les préjugés syndicalistes et la méfiance vis-à-vis des partis politiques soient aujourd'hui tellement répandus auprès des ouvriers combattifs. C'est le résultat de décennies de trahisons de collaboration de classes du PCF, qui ont perverti la signification même du mot communisme, et de 14 ans d'attaques que les gouvernements de front populaire qui se réclamaient frauduleusement du « socialisme » (et qui étaient en fait des coalitions de collaboration de classes entre PS, PCF et politiciens bourgeois) ont portées à la classe ouvrière et aux communautés d'origine maghrébine et africaine noire.

Sans aucun programme ni perspective révolutionnaire, des groupes pseudo-trotskyistes comme la LCR et LO cherchent à apparaître comme plus combattifs que les bureaucraties réformistes largement discréditées. Ils appellent à des grèves générales « illimitées » limitées à des mots d'ordre strictement économistes. Ils ne soufflent mot de la nécessité pour le mouvement ouvrier ethniquement intégré de combattre l'oppression raciste et sexuelle, d'écraser Vigipirate, de se mobiliser contre la menace fasciste. Leur « alternative révolutionnaire » est à droite de toute une couche du mouvement étudiant actuel, comme en témoigne le tract des étudiants de Saint-Denis (Paris VIII) qui appelait à s'opposer aux attaques racistes du gouvernement. Dans la manifestation de masse de l'automne dernier contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, le PCF et le PS, tout comme leurs appendices d'« extrême gauche », n'ont pas dit un seul mot contre Vigipirate. Ainsi, ils embrassent tous au bout du compte les campagnes et les intérêts de « leur » bourgeoisie et ne font rien pour remettre en cause la domination capitaliste, tout comme ils avaient soutenu le front populaire antiouvrier de Mitterrand.

Plus récemment, plusieurs de ces organisations – dont la LCR et Pouvoir ouvrier – ont joint leurs voix aux clameurs hypocrites en faveur de la « pauvre petite Bosnie » et réclamé une intervention impérialiste contre les Serbes de Bosnie. Maintenant, ils ont ce qu'ils réclamaient à cor et à cri. Quant à Lutte ouvrière et à Socialisme international, ils ont refusé d'appeler à la défense des Serbes de Bosnie contre l'agression impérialiste.

Cette même armée française qui est déployée pour l'opération de terreur raciste Vigipirate est maintenant envoyée pour une « mission humanitaire » en Bosnie. Mais alors même que la bourgeoisie s'apprête à envoyer son armée imposer les diktats de l'OTAN aux peuples de l'ex-Yougoslavie, elle menace d'abord d'utiliser ces soldats pour imposer les diktats économiques de l'Europe de l'OTAN contre les travailleurs de ce pays. Il est nécessaire pour la classe ouvrière de s'opposer à l'envoi d'un corps expéditionnaire impérialiste dans les Balkans. Les intrigues des grandes puissances dans cette région du monde sont l'illustration de l'escalade des rivalités interimpérialistes qui a fait suite à la destruction de l'Union soviétique et qui, en dernier ressort, conduira à une autre guerre mondiale.

Nous, Ligue trotskyste, avons appelé à défendre les Serbes de Bosnie contre l'agression de l'OTAN. Non à la conscription – pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise ! Et contrairement aux réformistes et aux centristes qui capitulent devant la croisade raciste de Chirac, la Ligue trotskyste a appelé à un rassemblement de front unique contre la vague de terreur raciste et impérialiste en France et à Tahiti, pour exiger : A bas les pogromes anti-immigrés et l'état de siège raciste de Chirac ! Flics et troupes françaises, hors des quartiers immigrés et hors de Tahiti ! Notre rassemblement a eu lieu à Paris devant le cinéma le Grand Rex, l'un des lieux où le 17 octobre 1961 des centaines d'Algériens ont été massa-

Suite page 11

## L'Europe capitaliste de Maastricht et l'OTAN ébranlées par la lutte de classe en France

# Pour défendre et étendre la grève : comités de grève élus et révocables !

### A bas Vigipirate ! L'automobile doit partir en grève !

### Pour un nouveau parti, un parti révolutionnaire ! La classe ouvrière doit lutter pour la conquête du pouvoir !

14 décembre 1995 – Le 12 décembre a été une mobilisation d'ampleur inégalée depuis l'explosion des grèves dans tout le pays. Mais, le soir même, Juppé a annoncé qu'il ne toucherait en rien à sa réforme. Cela montre une détermination féroce du gouvernement à ne pas céder. Les directions syndicales s'apprêtent à casser la grève car elles savent que si les grèves continuent, la question du pouvoir sera posée, et elles ne veulent pas y toucher. Les AG de grévistes reflètent la division croissante entre la base, déterminée mais méfiante, et les directions syndicales qui manœuvrent pour casser la grève. Il est encore possible d'empêcher cela : pour étendre la grève, les assemblées générales de grévistes doivent élire des comités de grève, révocables à tout moment devant elles – des comités où les organisations syndicales et quiconque se présenteraient sur leur programme.

Lors de la manifestation du 12 décembre à Paris, un cortège scandait « Juppé dehors, on a le pouvoir ». A Bordeaux, les manifestants disaient « Aucune hésitation, la révolution ». Oui, on a le pouvoir, mais le pouvoir doit être généralisé, organisé et avoir une direction révolutionnaire. Mais dès le début de cette crise sociale, il manquait cruellement un parti révolutionnaire multiethnique, rassemblant tous les opprimés dans une lutte commune contre ce système en putréfaction.

Chirac-Juppé ont pu tenir parce que la grève a été limitée au secteur public et n'a pas été étendue aux bastions de l'industrie lourde, particulièrement dans le secteur privé. Il y a un besoin urgent aujourd'hui de comités de grève pour étendre la grève à ces secteurs. La situation tend depuis un certain temps vers une grève générale totale, et cela poserait la question de qui sera le maître dans le pays. Dès lors, la question se pose de qui va prendre la place. Non à un Juppé bis, non à un PS qui peut se glorifier d'avoir mené une politique de régression sociale pendant ses 14 ans de pouvoir grâce aux bons soins du PCF. Ce qui est posé dans cette grève Historique, c'est que les travailleurs dirigent cette société, c'est la lutte pour un gouvernement ouvrier, pour le renversement du système capitaliste voué à périr et non à être réformé.

Juppé et son gouvernement veulent diviser pour régner et proposent des médiateurs pour la RATP, la SNCF et la Poste. Les grévistes dans les assemblées générales refusent toute idée de négociation car ils savent que le gouvernement veut briser leur lutte. Mais que font les directions syndicales ? Loin de mener une lutte déterminée, elles tergiversent, préparant le passage du mouvement.

Des comités de grève élus et révocables devant des AG doivent permettre de rallier tous les syndiqués et les non-syndiqués, de faire la jonction avec les autres secteurs en lutte. Ils doivent organiser des piquets de masse

devant chaque entreprise car le piquet de grève, cela veut dire : on ne passe pas. La ligne de classe est tracée entre grévistes et non-grévistes. Des comités de grève pourraient donner naissance à des comités d'usine et prendre l'initiative de devenir un point de ralliement pour des représentants des femmes, de la jeunesse, des communautés maghrébines et autres. Les travailleurs pourraient commencer à organiser une nouvelle société basée sur leur propre pouvoir d'Etat.

Comme nous pouvons le constater, le refus des directions ouvrières de combattre la terreur raciste fait obstacle à la nécessaire extension de la lutte au secteur privé et industriel principalement, avec sa forte composante combattive originaire du Maghreb ou d'Afrique noire. Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! A bas Vigipirate !

Les fonctionnaires sont puissamment mobilisés depuis le 24 novembre. Ils devraient être au premier rang dans un combat contre la ségrégation raciste. Ils doivent dans leur lutte exiger l'abolition de l'article 1 de la fonction publique qui interdit à toute personne qui n'est pas de nationalité française de travailler dans la fonction publique. A bas l'apartheid dans la fonction publique ! Pour combattre le chômage, nous exigeons la répartition du travail disponible entre toutes les mains ouvrières, sans perte de salaire ! Si les gigantesques manifestations de tous ces derniers jours avaient eu centralement des mots d'ordre et des banderoles contre la terreur raciste, contre le plan Vigipirate, le gouvernement aurait regardé à deux fois avant de continuer à terroriser nos frères d'origine « immigrée ». Troupes françaises : Otez vos pattes sanglantes des banlieues, des colonies et des Balkans ! Il faut une campagne pour syndiquer le privé ; il faut l'unité de tous les salariés d'une même entreprise dans un même syndicat, avec une totale démocratie interne, pour surmonter les divisions politiques qui servent de prétexte à un syndicat pour briser la grève de l'autre.

Le gouvernement envoie ses flics contre les grévistes ; il envoie ses flics et son armée contre la population des ex-colonies dans le cadre du plan Vigipirate. Ce même gouvernement, le 14 décembre à Paris, s'est réuni avec les autres états-majors afin d'organiser un nouveau bain de sang impérialiste dans les Balkans. L'ennemi principal est dans son propre pays ! La Jeunesse spartaciste et la Ligue trotskyste ont initié des rassemblements de front unique contre les massacres à venir.

La lutte syndicaliste ne suffit pas, la lutte pour des réformes ne suffit pas. Les grévistes les plus conscients savent aussi que ces mêmes syndicats avaient été sous la carpe pendant la période Mitterrand.

Quant à l'« extrême gauche » – les LCR, LO, Parti des travailleurs ou la GR-JCR – ils se limitent tous, au plus, à

appeler à la grève générale illimitée pour chasser Juppé, ce qui revient dans le meilleur des cas à revendiquer un remaniement ministériel ou un nouveau gouvernement de front populaire. En Italie l'année dernière, les grèves générales chassaient Berlusconi, pour aboutir à Dini, qui impose les mêmes « réformes ». Le groupe Pouvoir ouvrier avance comme modèle le « syndicat » de la CIA et du pape, Solidarność, dont la prise du pouvoir a accompagné la contre-révolution capitaliste en Pologne qui a amené la misère aux ouvriers et, entre autres, l'interdiction de l'avortement. En ralliant Solidarność au début des années 80, toute l'« extrême gauche » rejoignait la campagne des impérialistes contre l'Etat ouvrier dégénéré en Union soviétique, dont la destruction permet aux bourgeoisies de s'attaquer avec brutalité aux acquis sociaux de la classe ouvrière.

Si Juppé ne veut rien changer, c'est parce que les enjeux dépassent le cadre hexagonal. En effet, les bourgeoisies européennes ont les yeux rivés sur la France car elles ont peur pour leur pouvoir. Si les grèves continuent, cela remet en cause leur construction européenne. Si nous avons en France une droite dure, il faut replacer cela dans le contexte international du « nouvel ordre mondial » où les rivalités interimpérialistes s'exacerbent. Mais, en Italie, les syndicats CGIL et CISL de la fonction publique menacent de déclarer la grève. En Allemagne, le président du syndicat de cheminots GDBA n'exclut pas des « réactions spontanées des cheminots ». En Belgique, 60 000 personnes ont manifesté le 13 décembre à Bruxelles contre les plans d'austérité du gouvernement Dehaene.

Dans cette grève de dimension historique, dans un processus de batailles politiques contre les directions ouvrières et les prétendus révolutionnaires, nous cherchons à construire un parti de type bolchévique, pour gagner les travailleurs et les jeunes les plus avancés à un programme révolutionnaire. Rejoignez-nous !

- Pour des comités de grève élus et révocables !
- Le piquet de grève, cela veut dire : On ne passe pas !
- Extension de la grève à toute l'industrie !
- A bas Vigipirate !
- Troupes françaises, ôtez vos pattes sanglantes des banlieues, des colonies et des Balkans !
- Impérialisme français = diktats économiques contre les ouvriers, diktats militaires dans les Balkans ! Renversons le système capitaliste !
- Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes !
- Pour un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste !
- Pour la révolution socialiste ! Pour un gouvernement ouvrier qui balaie tout le système capitaliste pourri !

## ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international  
Belgique : 150 FB — Canada : 12 \$ — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



# Spartacus!

Jeunesse spartaciste

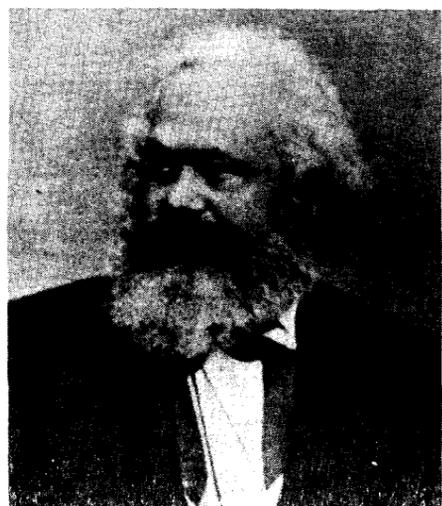
Nous reproduisons ci-dessous un rapport fait en novembre dernier devant nos camarades américains des Spartacus Youth Clubs par Al Nelson, membre du comité central de la Spartacist League, la section américaine de la Ligue communiste internationale.

Le document de fondation de la Quatrième Internationale écrit par Léon Trotsky, codirigeant - aux côtés de Lénine - de la Révolution russe, commence par la phrase: «*La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.*» Ecrivant à l'aube du massacre de la Deuxième Guerre mondiale interimpérialiste (qui se termina avec le largage par l'impérialisme US de deux bombes atomiques qui détruisirent deux villes japonaises entières), Trotsky affirmait que «*les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe.*»

Construire une direction révolutionnaire capable de prendre la tête de la classe ouvrière au niveau international, c'est ce que nous voulons dire par «*la question du parti*». Sans parti révolutionnaire, aucune révolution socialiste ne peut gagner, quelles que soient les circonstances favorables. Tant que la classe ouvrière ne résoudra pas le problème de créer le parti révolutionnaire en tant qu'expression consciente du processus historique, la question ne sera pas tranchée. Pour les marxistes, c'est donc la question la plus importante: la question du parti.

Où que vous regardiez aujourd'hui, vous pouvez voir les effets de l'absence d'une direction révolutionnaire. Prenez ainsi la manifestation d'un million d'hommes organisée à Washington par Louis Farrakhan, qui représente une réponse dévoyée à l'oppression toujours croissante des Noirs. Regardez aussi la très importante grève de la presse à Detroit. Les ouvriers ont montré qu'ils ne manquaient ni de combativité ni de courage. Pourtant, ils ont été systématiquement trahis et démobilisés par la bureaucratie syndicale traître qui au fond croit dans les intérêts du capitalisme US et qui sait bien que les grèves ne sont pas de l'intérêt du capitalisme.

Regardez aussi du côté de l'Afrique du Sud. A la lecture de notre presse, il est clair que nous cherchons à construire une section de la Ligue communiste internationale, un parti trotskyste, en Afrique du Sud. Les rapports des différents camara-



Karl Marx

Mayall/Progress

## La lutte pour un parti d'avant-garde léniniste



LY Leonidov

Lénine et Trotsky lors du deuxième anniversaire d'Octobre 17

des qui ont été en Afrique du Sud ces deux dernières années ont le même thème: la contradiction extrême entre des ouvriers subjectivement révolutionnaires qui aspirent à des changements sociaux fondamentaux qui ne peuvent être introduits que par la révolution sociale et les dirigeants des partis et des syndicats qui disent: «*Non, non, la révolution n'est pas nécessaire, et elle n'est pas possible; nous pouvons atteindre nos buts graduellement en soutenant l'African National Congress.*» Cependant, le but réel de l'ANC est de stabiliser politiquement l'Afrique du Sud de façon à ce que le capital étranger puisse exploiter le travail noir sud-africain de manière encore plus intense que par le passé.

Le stalinisme a finalement réussi à détruire l'Union soviétique et à ouvrir la porte à la contre-révolution capitaliste dans le pays de la première révolution ouvrière, une défaite historique pour le prolétariat mondial. N'ayant plus d'ennemi commun, les principales puissances impérialistes sont en train de se séparer comme de grandes plaques tectoniques, elles cherchent à diviser le monde en blocs commerciaux rivaux. Nous avons eu deux guerres mondiales interimpérialistes, preuve que les guerres commerciales amènent inévitablement à des guerres ouvertes pour la redivision des marchés mondiaux.

Scul le prolétariat industriel, dirigé par des partis d'avant-garde de type bolchévique, peut prévenir une autre guerre mondiale en détruisant le règne du capi-

talisme une fois pour toutes. Que voulons-nous donc dire quand nous affirmons que le parti révolutionnaire est «*l'expression consciente du processus historique*»? Le Manifeste du Parti communiste fut écrit en 1848 par deux jeunes révolutionnaires nommés Karl Marx et Friedrich Engels. Ils avaient à l'époque respectivement 29 et 27 ans, ceci pour placer le cadre. En ajoutant l'actualisation du Manifeste qu'en a faite Trotsky en 1937, bien des chapitres les plus importants de cet ouvrage se lisent aujourd'hui comme s'ils avaient été écrits hier.

Ses propositions fondamentales peuvent être résumées brièvement ainsi: à chaque époque historique, le mode de production et d'échange et l'organisation sociale qui en découle forment le socle sur lequel l'histoire politique et intellectuelle de cette époque est construite. En d'autres termes, la conscience est formée dans un environnement social créé et contrôlé par la classe dirigeante de la période.

### Pourquoi la classe ouvrière est clé

Toute l'histoire de l'humanité - depuis la période de l'esclavage jusqu'au capitalisme en passant par le féodalisme - a été l'histoire des luttes de classes - opposant exploitateur et exploité, classe dirigeante et classe opprimée. Au fur et à mesure que la nouvelle classe possédante commençait à se développer au Moyen Age, la bourgeoisie naissante a pu développer sa propre économie, culture, reli-

gion, éducation, etc., c'est-à-dire ses propres institutions sociales exprimant sa propre conscience sociale à l'intérieur de la société féodale elle-même. La classe bourgeoise a pu se développer organiquement à l'intérieur de l'ordre féodal. Elle ne fut forcée de renverser le système politique féodal et son ordre social que quand les institutions de l'Ancien Régime (la monarchie, la noblesse, l'Eglise) empêchèrent l'expansion naturelle des institutions du capital. Les fameux «*droits de l'homme*», un des principaux documents issus de la grande Révolution française de 1789, signifiaient à l'époque le droit de la classe capitaliste à vendre et acheter tout bien, y compris la terre, droits opposés aux droits héréditaires du vieil ordre féodal. C'était une déclaration de la nouvelle classe possédante pour laquelle la concurrence était la force motrice.

Mais le prolétariat n'est pas une classe possédante, et donc il n'est pas capable de former les institutions d'une nouvelle société dans le cadre du capitalisme. Il ne possède que sa force de travail qu'il doit vendre individuellement aux propriétaires de l'industrie afin de ne pas mourir de faim. Comme toutes les autres classes productives ont été chassées, le prolétariat est le produit particulier et essentiel du capitalisme. La société a donc été divisée entre deux grands camps hostiles: la classe ouvrière et la bourgeoisie. Elles sont les deux principales forces de la société moderne.

Le capitalisme a concentré des ouvriers dans de grandes usines et créé de grandes agglomérations urbaines. Ce faisant, il a créé l'instrument de sa propre destruction en tant que classe exploiteuse. La classe ouvrière ne peut donc s'émanciper d'elle-même du joug de l'exploitation capitaliste sans en même temps libérer la société dans son ensemble de toute exploitation et de toute distinction de classe. C'est ce que Marx appelait la conception matérialiste de l'histoire.

### Conscience socialiste et conscience trade-unioniste

Achever cet acte d'émancipation universelle est la mission historique du prolétariat moderne. Mais l'histoire de tous les pays a montré que la classe ouvrière ne peut, par sa seule activité propre et par sa seule expérience quotidienne propre, développer spontanément une conscience supérieure à celle de la conscience trade-unioniste, qui représente la nécessité de s'unir dans des syndicats pour mener la lutte économique contre les employeurs et le gouvernement. Mais la conscience trade-unioniste est une conscience bourgeoise. En lui-même le trade-unionisme ne remet pas en cause le mode de production capitaliste. Il ne cherche qu'à améliorer les conditions immédiates de travail et les salaires des ouvriers en lutte contre des employeurs individuels.

La conscience de classe révolutionnaire, représentée par les théories du socialisme scientifique, doit être introduite dans la classe ouvrière de l'extérieur par le truchement d'un parti révolutionnaire qui représente une conscience de ces tâches historiquement nécessaires plus élevée que celle que la classe ouvrière possède par elle-même. C'est ainsi le seul moyen par lequel les luttes ouvrières deviennent des *luttes de classe*, quand les ouvriers les plus avancés deviennent conscients d'eux-mêmes en tant que classe distincte dont les actions sont dirigées contre la classe des capitalistes *tout entière* et leur gouvernement.

Les fondateurs du marxisme, Karl

Marx et Friedrich Engels, et leurs successeurs, comme Plékhanov, Lénine et Trotsky (et, en fait, la plupart de la direction bolchévique), venaient tous des classes éduquées. C'est pourquoi ils étaient les porteurs du socialisme scientifique dans le mouvement ouvrier, précisément parce qu'ils étaient éduqués et qu'ils avaient été capables d'étudier l'histoire, d'étudier l'économie et d'arriver à une compréhension du matérialisme historique. Ces révolutionnaires furent les instruments qui amenèrent la théorie du socialisme scientifique dans la classe ouvrière, de l'extérieur.

Tant que la classe ouvrière n'est pas mobilisée par un parti basé sur la théorie révolutionnaire, sa conscience reste déterminée par l'idéologie et la culture bourgeoises qui l'amènent à voir la société capitaliste comme immuable et non pas susceptible de subir des changements fondamentaux par la révolution ouvrière. Cette « fausse conscience », comme Marx l'appelait, est ce à quoi nous sommes confrontés quotidiennement partout dans le monde. De plus, la classe ouvrière n'est pas uniforme; elle est elle-même extrêmement stratifiée, allant des ouvriers très avancés et éduqués jusqu'aux couches les plus arriérées, aveuglées par le racisme, les haines ethniques et, de façon générale, l'arriération sociale. Que la classe ouvrière puisse passer d'une classe en elle-même – c'est-à-dire, simplement définie objectivement par ses rapports avec les moyens de production – à une classe pour elle-même, une classe qui est complètement consciente de ses tâches historiques qui sont de renverser l'ordre capitaliste – cela requiert une direction révolutionnaire.

Ce sont là les propositions classiques du marxisme que Lénine développe dans *Que faire?* (1902) contre un courant appelé l'économisme. Les économistes minimisaient le rôle du facteur conscient. Ils pensaient au contraire que la conscience de classe sortirait « organiquement » et « spontanément » de la lutte économique quotidienne des travailleurs. Cette idéalisation de la spontanéité était complétée par un mouvement de critique des principes révolutionnaires du marxisme, vus comme dogmatiques et obsolètes. Lénine argumenta qu'au fond ces socialistes s'adaptaient aux critiques bourgeoises du marxisme afin de transformer la lutte pour la révolution sociale en lutte pour des réformes sociales. Dans les faits, cela voulait dire se mettre à la traîne des libéraux bourgeois et chercher à faire pression sur eux tout en limitant la lutte des ouvriers à des luttes syndicales.

Lénine avait un argument particulièrement puissant contre les économistes qui est totalement valable aujourd'hui. Quand les socialistes s'adaptent au niveau trade-unioniste existant, ils maintiennent les ouvriers dans un état de conscience inférieur, insuffisant pour une activité et des débouchés révolutionnaires. Volontaire ou non, cette adaptation renforce l'autorité de la bureaucratie syndicale existante et renforce ainsi l'influence de l'idéologie bourgeoise sur la classe ouvrière. En

d'autres termes, si vous ne sortez pas du cadre du simple trade-unionisme, vous ne faites que renforcer l'autorité des dirigeants traîtres de la bureaucratie syndicale.

Il n'est pas besoin d'aller chercher très loin pour trouver un exemple de cette leçon de choses. Par exemple, elle est au cœur de notre critique des pseudo-trotskystes de la Revolutionary Workers League (RWL) à propos de leur rôle dans une récente grève de la presse à Detroit. Ils ont formé un comité *ad-hoc* extérieur aux syndicats uniquement basé sur un appel à des tactiques de grève plus combattives: piquets de masse, refus d'obéir aux décrets judiciaires, etc. Tout ça est très bien: ce sont des tactiques nécessaires. Mais la RWL ne fait strictement aucune caractérisation *politique* de la bureaucratie syndicale et aucune explication *politique* de pourquoi les dirigeants syndicaux traîtres cherchaient consciemment et délibérément à désamorcer la combativité des ouvriers et à les user, les étouffer avec des restrictions légales. Donc, la RWL n'a jamais élevé la conscience ouvrière au-delà de la conscience syndicale et en fait a semé l'illusion qu'une nouvelle direction ne devrait être simplement que « plus militante ».

Mais dans beaucoup de syndicats les directions bureaucratiques d'aujourd'hui sont les militants combattifs d'hier. Par exemple, le président des camionneurs américains, Ron Carey. Il est soutenu par un organisme appelé le TDU, Teamsters for a Democratic Union, une organisation créée il y a longtemps par l'International Socialists [dont l'organisation sœur en France est Socialisme international]. Ou encore dans le syndicat des mineurs, où la direction Trumka fut saluée par tout un tas de faux socialistes comme représentant une nouvelle direction plus militante. Et maintenant elle envoie les mineurs – qui autrefois savaient s'occuper comme il faut des briseurs de grève – faire des actions pacifiques bidons. Lamentable.

La raison pour laquelle ces militants d'hier sont devenus les carriéristes d'aujourd'hui est qu'ils n'ont jamais rompu avec la vision procapitaliste de leurs prédécesseurs et même qu'ils la partagent. Ainsi, pour la RWL ou autres, limiter les critiques d'une grève donnée au niveau des tactiques de lutte et ne pas caractériser politiquement la direction existante tirent en arrière et endommagent la conscience des ouvriers. Rien n'est appris de la défaite de ces grèves, excepté la démoralisation et le cynisme.

La conscience socialiste ne naît donc pas simplement de la lutte économique. En fait, elles existent côte à côte. Le rôle du parti révolutionnaire est d'imprégner la classe ouvrière de la conscience de sa position sociale et de ses tâches historiques afin de mobiliser ses couches les plus avancées dans un assaut révolutionnaire contre le système capitaliste lui-même. Contre les tentatives de dégrader le marxisme révolutionnaire, Lénine appelait à la construction d'un parti de type nouveau, un parti de combat composé entièrement de révolutionnaires

professionnels. Un tel parti n'était pas en contradiction avec les syndicats. Les syndicats, argumentait-il, doivent être les organisations de masse – une sorte de front unique de la masse des ouvriers – cherchant à se construire aussi largement que possible, à unifier le plus grand nombre d'ouvriers dans les luttes défensives contre les patrons.

Mais construire le type d'organisation hautement disciplinée et professionnelle nécessaire pour diriger le prolétariat dans le renversement révolutionnaire du capitalisme exige que le parti ne recrute que les ouvriers les plus avancés, qui seront

en jonction entre quelques-uns des plus vieux marxistes russes, comme Georges Plékhanov et Vera Zassoulitch, et des membres plus jeunes comme Lénine, constituait un groupement révolutionnaire à l'intérieur de la social-démocratie pour défendre et réinstaurer les principes de base du marxisme. La période qui va de la formation du groupe Iskra à la scission finale avec les menchéviks et à la formation du Parti bolchévique en tant que tel, en 1912, marqua la transformation de la fraction bolchévique d'une organisation social-démocrate révolutionnaire en une organisation communiste embryonnaire.



Lénine (assis au centre) avec plusieurs autres dirigeants de la social-démocratie russe en 1897. Le futur menchévik Martov est assis à droite.

alors systématiquement formés à toutes les qualifications intellectuelles nécessaires pour être des agitateurs et des organisateurs efficaces, capables de partir organiser d'autres unités du parti. Dans ce parti, disait-il, il ne devra pas y avoir de distinction entre bolchéviks ouvriers et intellectuels révolutionnaires. Cela exige de la part des intellectuels qu'ils rompent avec leur classe et viennent se ranger complètement du côté du parti prolétarien, où leurs qualités intellectuelles sont les plus précieuses.

### La scission de 1903 entre bolchéviks et menchéviks

La période qui va de 1899 à 1902 a marqué le début de la campagne de Lénine pour construire un parti centralisé fondé sur un programme politique complet. Sa volonté d'arriver à une définition plus étroite de ce qui constitue un membre était motivée à ces débuts par une volonté plus générale d'exclure les opportunistes et les dilettantes qui avaient été attirés au Parti ouvrier social-démocrate russe par son caractère de cercle peu structuré.

Plus tard, en 1903, une scission eut lieu quand Lénine se battit pour avoir une règle organisationnelle selon laquelle ne seraient membres que ceux qui étaient prêts à travailler au sein d'une organisation du parti, conception opposée à des critères plus lâches avancés par l'aile droite du parti qui considérait comme membre celui qui simplement rendait des services personnels au parti – en fait une sorte de sympathisant. Lénine voulait des membres qui allaient dévouer leur vie à la cause de la révolution prolétarienne.

Cette scission fut à l'origine des fractions bolchévique (en russe « majorité ») et menchévique (« minorité »). Même si la scission séparait, en gros, une aile gauche d'une aile droite, la clarification n'intervint que plus tard. C'est une erreur répandue que de dire qu'en 1902-1903 Lénine avait totalement conscience que sa conception du parti était celle d'une rupture définitive d'avec la social-démocratie et que le bolchévisme commença après la scission de 1903.

En fait, le groupe Iskra formé en 1900 (autour du journal du même nom), dont Lénine était l'organisateur, qui faisait la

Quand on lit *Que faire?*, il n'est pas immédiatement évident que jusqu'à la Révolution de février de 1917 la monarchie absolue des Romanov régnait sur la Russie et que tous les marxistes s'accordaient à dire que la tâche immédiate était essentiellement démocratique: le renversement du tsarisme. Cependant, la droite menchévique assumait que cela passait nécessairement par une période prolongée de capitalisme. Au fond, cette conception rejetait une perspective révolutionnaire prolétarienne en faveur d'une opposition parlementaire dans un régime capitaliste.

Lénine était d'accord pour dire que le renversement du tsarisme était la tâche immédiate. Il était violemment en désaccord avec la perspective que les marxistes devaient former un bloc avec la bourgeoisie libérale. Il argumentait pour une alliance entre le prolétariat révolutionnaire et la paysannerie pauvre. Au contraire des menchéviks, il cherchait à tirer une ligne de classe entre le prolétariat (et les classes laborieuses en général) et la classe capitaliste. Cependant, cette théorie, que Lénine a appelée « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », présentait essentiellement le défaut qu'elle supposait une dictature, un pouvoir d'Etat, de deux classes, l'une d'entre elles – la paysannerie – étant une classe possédante. Mais elle servit son principal objectif qui était de tracer une ligne contre les menchéviks et leur perspective purement démocratique. C'est dans ce cadre que ces arguments se plaçaient.

Lénine avait comme perspective le renversement du tsarisme en Russie par le prolétariat révolutionnaire et la paysannerie, renversement qui servirait d'étincelle à la révolution prolétarienne dans les pays les plus avancés, où la situation était bien plus mûre pour la révolution socialiste. Sa conception était que la révolution démocratique en Russie mènerait relativement immédiatement à la révolution socialiste en Europe de l'Ouest, particulièrement en Allemagne.

Dans toute cette période et jusqu'en 1912, la volonté révolutionnaire de Lénine l'amena fréquemment à rompre avec l'opportunisme, bien avant qu'il ait généré

Suite page 8



Gubb/IB Pictures

Pour les Noirs opprimés d'Afrique du Sud, le drapeau rouge du communisme reste un symbole du combat pour la liberté et l'égalité sociale. Il faut construire un parti bolchévique pour diriger la révolution prolétarienne internationale!

## Parti léniniste...

Suite de la page 7

ralisé cette rupture théoriquement ou internationalement. Jusqu'en 1912, les bolchéviks et les menchéviks furent à plusieurs reprises forcés de coexister en tant que fractions séparées à l'intérieur d'un même parti. Tout en construisant une fraction bolchévique de façon extrêmement disciplinée, Lénine n'avait pas encore rompu avec le principe de la conception de Karl Kautsky du « parti de la classe tout entière ». Selon cette conception, il ne fallait pas scissionner le mouvement et toutes les nuances, y compris l'opportunisme, pouvaient exister dans un seul parti. Karl Kautsky était à l'époque le dirigeant le plus éminent de la social-démocratie allemande. Le parti allemand était de loin le plus grand parti en Europe. Lénine avait un très grand respect pour Kautsky et en fait vous verrez dans *Que faire ?* que Lénine citait Kautsky sur les propositions fondamentales du marxisme.

### Guerre et révolution

C'est seulement lorsque la première guerre interimpérialiste a éclaté en 1914 et que la Deuxième Internationale socialiste s'est totalement effondrée politiquement que Lénine commença à réaliser après coup les implications et les effets de son cours antérieur. Au commencement de la Première Guerre mondiale, la fraction parlementaire du parti social-démocrate allemand vota, le 4 août 1914, à l'unanimité les crédits de guerre au gouvernement, soutenant ainsi la bourgeoisie allemande dans le conflit. Cet événement choqua profondément les révolutionnaires de la Deuxième Internationale. Lénine au début refusa d'y croire.

Mais cet événement allait transformer Lénine, du dirigeant de gauche de la social-démocratie russe et communiste embryonnaire qu'il était en dirigeant fondateur du mouvement communiste international. Dans le sillage de l'effondrement du parti allemand, tous les autres partis socialistes européens se jetèrent dans la même orgie social-chauvine, chacun appelant sa classe ouvrière à soutenir les buts de guerre de sa propre classe dirigeante, ignorant totalement son opposition historique à la guerre impérialiste. La Première Guerre mondiale fut le plus horrible des massacres qu'on ait vus jusqu'alors à la surface de la terre. Des millions d'ouvriers de chaque pays furent exterminés. Des ouvriers allemands tuant des ouvriers britanniques, français et russes, et vice versa, tous appelés au combat pour leur patrie respective. Il s'agissait là d'une trahison révoltante des principes socialistes fondamentaux.

En quelques semaines, Lénine développa sa politique fondamentale à l'égard de la guerre et du mouvement socialiste international. Cette politique comportait trois éléments : 1) les socialistes doivent être pour la défaite, avant tout, de leur propre Etat bourgeois. 2) La guerre montrait que le capitalisme à l'époque impérialiste menaçait de détruire la civilisation elle-même. Les socialistes devaient donc travailler à transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, en révolution prolétarienne. 3) La Deuxième Internationale a été détruite par le social-chauvinisme. Il fallait construire une nouvelle internationale révolutionnaire en scissionnant complètement d'avec les opportunistes dans le mouvement socialiste. Ces principes, ces trois principes politiques restèrent au centre des activités de Lénine jusqu'à la Révolution russe du 25 octobre 1917.

Lénine comprenait qu'il appelait à la scission du mouvement ouvrier international entre deux partis antagonistes : un parti révolutionnaire, un parti réformiste. Alors qu'en 1905 il avait scissionné la social-démocratie russe avant même qu'elle ait acquis une base de masse, il n'avait pas à l'époque complètement compris ce qu'il avait fait. Auparavant, il

voyait cela comme une séparation du socialisme prolétarien de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire que l'influence opportuniste venait de l'extérieur du parti. La compréhension que la base matérielle de l'opportunisme réside à l'intérieur de la social-démocratie est une des principales conclusions de son livre *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit en 1916. C'est à cette époque, de 1914 à 1917, que le léninisme émerge en tant qu'extension qualitative du marxisme.

En étudiant l'effondrement total du parti social-démocrate allemand, Lénine en arriva à la compréhension que la source de l'opportunisme venait de l'intérieur même du parti allemand. Sa direction au sommet était basée sur l'aristocratie ouvrière - une couche privi-



En 1989-90, nous avons combattu le bradage de l'Etat ouvrier déformé est-allemand par les staliniens. Sur la banderole: « Pour un parti léniniste égalitariste ! »

légiée qui jouissait des fruits de l'exploitation impérialiste des colonies partout dans le monde. La politique de la direction du parti s'était totalement embourgeoisée du fait de sa position sociale dans la société allemande.

Lénine se rendait maintenant compte qu'en pratique son organisation bolchévique n'avait pas été construite selon la formule kautskienne. Le processus de sélection, de mise à l'épreuve et de formation des cadres bolchéviques différait totalement du modèle social-démocrate allemand. En 1912, ils avaient complètement rompu, politiquement et organisationnellement, avec les opportunistes russes, les menchéviks - deux ans et demi avant qu'éclate la guerre. Lénine prit donc, dès lors, le Parti bolchévique comme modèle pour la Troisième Internationale à laquelle il appelait. Après la victoire de la Révolution russe, la Troisième Internationale, l'Internationale communiste, fut fondée en 1919. Partout dans le monde, les partis socialistes scissionnèrent et les ailes gauches fondèrent de nouveaux partis communistes, organisés selon les principes, le programme et la pratique des bolchéviks russes. C'est notre modèle et c'est là, en fin de compte, d'où nous venons.

### La Révolution russe de 1917

Pour saisir en réalité le rôle crucial de la direction et du parti révolutionnaire, il faut étudier le cours de la Révolution russe entre février et octobre 1917. Trotsky déclarera que la direction est au parti ce que le parti est à la classe. Des années plus tard, Trotsky, à propos de la Révolution de 1917, posait la question : La Révolution russe aurait-elle pu avoir lieu sans Lénine ? Et il répondit : je dois dire « non ».

Le Parti bolchévique fut plongé dans une grande confusion et désorientation quand la Révolution de février éclata, que le tsar abdiqua et qu'un gouvernement provisoire capitaliste fut mis en place. A côté du gouvernement, on trouvait les soviets (« soviets » est le mot russe pour

conseil ouvrier). C'étaient des organisations de masse qui avaient surgi durant la Révolution de 1905. Les délégués aux soviets étaient élus dans les usines et dans les rangs de l'armée.

Ainsi, entre février 1917 et l'insurrection d'octobre, Lénine s'engagea dans des batailles acharnées sur plusieurs fronts à la fois. D'une part, il devait démasquer et défaire l'autorité des partis petits-bourgeois, les menchéviks et les socialistes révolutionnaires basés sur la paysannerie, qui au début avaient la majorité dans les soviets. D'autre part, il devait lutter à l'intérieur de son propre parti contre une aile droite persistante qui s'adaptait aux partis opportunistes qui, à leur tour, soutenaient le gouvernement capitaliste. Trotsky argumente que seules la clairvoyance et l'autorité considérable dont

révolution à l'Allemagne industrialisée et ouvrit la porte au fascisme allemand. Une classe dirigeante apeurée est un adversaire extrêmement dangereux. Ayant failli perdre son pouvoir, elle allait faire en sorte que cela n'arrive plus jamais. Elle commença à financer les gangsters fascistes pour d'abord s'attaquer au Parti communiste puis aux syndicats ouvriers. Et après, elle s'en prit aux juifs.

L'échec de la révolution allemande marqua également la fin de la période révolutionnaire qui avait commencé en Russie en octobre 1917 et laissa dans un état d'isolement total la jeune république soviétique économiquement dévastée et épuisée. Lénine et Trotsky savaient que pour que la révolution survive dans la Russie arriérée elle devait s'étendre immédiatement à l'Europe de l'Ouest industrialisée. C'était là la compréhension de base du marxisme classique : on ne peut pas avoir une révolution isolée dans un seul pays, surtout s'il s'agit d'un pays arriéré ; elle sera immédiatement attaquée par les puissances impérialistes. Donc, il faut amener la révolution dans le camp des impérialistes.

Quand cette porte fut fermée en Allemagne, les ouvriers russes se démoralisèrent, ainsi que des secteurs du Parti communiste lui-même. Il en résulta en 1924 une contre-révolution politique dirigée par Staline et sa fraction contre le programme et la direction de la révolution d'Octobre.

### Centralisme démocratique

La pratique organisationnelle d'un parti léniniste est basée sur le principe du centralisme démocratique qui signifie complète liberté dans la discussion interne, complète discipline et unité dans l'action. Comme Trotsky l'a fait remarquer, sans démocratie interne, pas d'éducation révolutionnaire ; sans discipline, pas d'action révolutionnaire. Je vais vous lire un chapitre extrait de nos documents de fondation pour décrire la conception de base du centralisme démocratique : « La Spartacist League tire ses formes et ses pratiques organisationnelles des institutions et des expériences développées par le mouvement léniniste, et cherche à fonctionner conformément aux meilleures traditions du léninisme. Nous cherchons à mettre en œuvre le plus haut niveau de démocratie et de discussion internes qui soient compatibles avec un fonctionnement efficace et discipliné. Contrairement à beaucoup d'organisations, qui n'acceptent qu'en paroles l'idée de démocratie fractionnelle, la SL reconnaît que le droit de fraction est fondamental et que la lutte fractionnelle n'est pas seulement éducatrice, mais qu'elle est, dans des cas de divergences aigüés, la seule manière pour le parti d'arriver à la ligne politique correcte [...]. La SL doit être avant tout une organisation d'action, pas un groupe de discussion. Une fois qu'une position a été adoptée, elle peut toujours être changée par une instance supérieure ou par une nouvelle décision, mais en attendant elle doit être appliquée. » Ou, comme James Cannon le disait, « seuls des membres qui peuvent agir par eux-mêmes et ont un esprit critique sont capables de construire et consolider le parti révolutionnaire, et de résoudre ses problèmes par la discussion et les décisions collectives. Une organisation à la structure lâche, qui est hétérogène, indisciplinée et non entraînée, est totalement impotente. »

Au fond, le centralisme démocratique est un principe simple. S'il y a des débats ou des divergences dans le parti, ils sont discutés et débattus jusqu'à et y compris une conférence nationale, qui est l'instance suprême de l'organisation. Mais, une fois qu'une décision est prise par un vote majoritaire, la minorité est liée par cette décision dans les actions publiques du parti, y compris dans la presse. Cela ne veut pas dire que vous devez abandonner ou renoncer à vos opinions. Cela, c'est la pratique destructrice et bureaucratique instituée par le stalinisme. Ils

appelaient cette pratique « critique, auto-critique » qui culminait dans le concept d'unanimité. Ce que cela voulait dire vraiment, c'est que si vous aviez pris la mauvaise position sur une question – la direction étant juge de quelle est la mauvaise position –, vous deviez vous présenter devant les membres et faire votre autocritique pour avoir eu la mauvaise position. En d'autres termes, vous deviez vous lever et expliquer quel genre de mauvais individu vous êtes, une sorte de dilettante petit-bourgeois ou n'importe quoi.

Mais ce type de faux aveux, cette abdication de vos opinions, ne fait que vous détruire en tant que révolutionnaire. Ce mécanisme a opéré une sélection parmi les gens. Ceux qui résistaient étaient ceux qui avaient appris à vivre dans le cadre d'une organisation bureaucratique où l'on ne leur demandait pas de penser par eux-mêmes. Au contraire, nous attachons une grande valeur à la réflexion critique de nos membres, et nous l'encourageons.

C'est là la raison fondamentale pour créer une organisation de jeunesse séparée, de façon à ce que cette organisation puisse être un lieu d'éducation pour le parti, où vous apprenez à organiser une section locale, où vous apprenez à diriger des comités exécutifs locaux, à être responsables des ventes, organisateurs, écrivains, à sortir un journal et faire fonctionner toute une organisation nationale parallèle au parti adulte. Et vous faites cela dans une situation où vous n'êtes pas entourés de gens qui ont vingt ans d'ancienneté dans le parti, ce qui donne aux jeunes l'impression qu'ils sont les plus idiots de la salle, mais au contraire dans une situation où vous vous trouvez parmi vos pairs. Cela également encourage la discussion critique la plus développée. C'est ainsi qu'on acquiert une réflexion critique et qu'on élève sa conscience.

### Bolchévisme contre bureaucratisme

Les organisations social-démocrates, parce qu'elles n'ont pas la perspective révolutionnaire de renverser le capitalisme, mais au contraire parce qu'elles cherchent à faire pression sur la soi-disant aile libérale de la bourgeoisie, dénoncent le centralisme démocratique léniniste comme précurseur du bureau-

cratisme stalinien. C'est le syllogisme commun à l'anticommunisme, que vous entendez sans arrêt depuis que la banqueroute du stalinisme a causé l'effondrement de l'Union soviétique : le bureaucratisme stalinien découlait du centralisme démocratique léniniste.

Chacun peut dire à peu près ce qu'il veut dans une organisation social-démocrate – et cela reflète sa composition politique complètement hétérogène. Cependant, il y a une ligne du parti. Elle est exposée dans le journal et quelqu'un, (généralement la clique dirigeante du moment) la définit, ligne politique qui tend à changer sans réelle discussion démocratique. Les organisations social-démocrates et centristes sont toujours dans la pratique des organisations bureaucratiques. Le centrisme est défini comme un courant qui existe entre les pôles révolution et réformisme. Même dans les groupes centristes les plus à gauche en paroles, il y a un conflit entre leur but affiché, leurs positions sur le papier, et leur pratique réelle.

Une autre définition du centrisme est : révolutionnaire en paroles, opportuniste en action. En fait, cette contradiction est la source de tout bureaucratisme. Les staliniens, de 1924 à l'effondrement du régime bureaucratique en 1989-1991, étaient un mensonge vivant. Ils publiaient les œuvres complètes de Lénine en même temps qu'ils cherchaient à s'accommoder avec l'impérialisme en empêchant les révolutions ouvrières. C'est cette profonde contradiction qui sert de base à l'Etat policier et au bureaucratisme. Parce que nous comprenons que la conscience du parti révolutionnaire est supérieure à la conscience de la classe ouvrière, nous n'allons pas chercher hors du parti à mobiliser les ouvriers les plus arriérés afin de faire pression sur le parti lui-même. Il y a bien des années, nous écrivions : « *Le principe fondamental pour les communistes est qu'on lutte parmi ses camarades pour obtenir une majorité sur son programme et que quiconque cherche à mobiliser des forces arriérées et des éléments de classe étrangers à l'extérieur d'une organisation marxiste révolutionnaire afin de lutter pour le pouvoir à l'intérieur de cette organisation n'est pas communiste.* » Construire et maintenir le parti requiert le plus haut niveau d'effort

## La Jeunesse spartaciste proteste contre l'intervention impérialiste dans les Balkans



Photos le Bolchévick

Le 14 décembre à Paris, alors que la grève était à son apogée, le gouvernement s'est réuni avec les autres états-majors impérialistes pour organiser un nouveau dépeçage impérialiste des Balkans, préparant ainsi un nouveau bain de sang dans la région.

Les groupes de la Jeunesse spartaciste et la Ligue trotskyste ont initié des rassemblements de front unique (action où

chaque organisation participante, en accord avec les mots d'ordre de front unique, peut exprimer ses propres positions et slogans) dans les facs de Rouen et de St-Denis les 13 et 14 décembre pour protester contre les massacres à venir, autour des mots d'ordre suivants : *France, OTAN, ONU, ôtez vos pattes sanglantes des Balkans ! Non à la partition impérialiste des Balkans !*

conscient.

Pour s'assurer de l'intégrité révolutionnaire du parti tout entier, la direction doit scrupuleusement protéger les droits de tous les camarades ou regroupements qui dans le parti ont des divergences avec celui-ci. Après tout, ils peuvent avoir raison. Au début des années 1960, nous étions dans le Socialist Workers Party (SWP) une opposition de gauche connue sous le nom de Revolutionary Tendency (RT). Le SWP en a pris largement à son aise avec nos droits démocratiques. Ils nous empêchèrent de faire du travail public dans les domaines où nous avions des divergences. Ils nous empêchèrent d'accéder aux instances dirigeantes du parti, ils nous nièrent le droit à exister en tant que fraction dans le parti, et nous devions

nous battre constamment simplement pour exister en tant que groupe organisé cherchant à présenter nos positions aux membres du parti.

Nous avons appris de cette expérience, nous avons subi les effets d'un régime très bureaucratique, et cela se voit dans nos statuts et règles organisationnels où les droits de fraction sont codifiés, avec le droit à la représentation proportionnelle dans les instances dirigeantes si les divergences ne sont pas résolues dans une conférence nationale. Un jour, durant un débat dans la section locale de New York du SWP, le secrétaire national, Farrell Dobbs me regarda dans les yeux, moi un jeune membre de la RT, et me dit : « *La majorité, c'est le parti !* » Il avait totalement tort ; c'était une déclaration fondamentalement bureaucratique. Le parti, c'est à la fois la majorité et la minorité.

Nous avons donc appris de cette expérience négative. Mais nous avons compris aussi que ces violations des normes léninistes existaient parce que le SWP avait perdu sa perspective révolutionnaire et se dirigeait rapidement vers le réformisme. Il n'avait plus besoin des pratiques nécessaires à un parti révolutionnaire.

Je souhaite la bienvenue à ceux d'entre vous qui vont rejoindre le groupe de la Jeunesse, ce week-end. C'est le premier pas important d'une vie dévouée à la cause du prolétariat. Il n'y a pas de façon plus noble de servir l'humanité. ■

## « Les ouvriers et étudiants du monde regardent les événements en France »

Les groupes de la Jeunesse spartaciste sont intervenus lors de la dernière vague de grèves dans des facs de Paris et de sa région, de Rouen et d'autres villes de province. Avec la Ligue trotskyste, nous avons avancé la nécessité de la convergence des luttes de la jeunesse avec celles de la classe ouvrière. Nous avons mis en avant le besoin crucial de forger une nouvelle direction, révolutionnaire : un parti ouvrier, multiethnique et internationaliste, qui lutte pour un gouvernement qui balaie tout le système capitaliste pourri. Nous reproduisons ci-dessous l'intervention d'un camarade britannique de la Spartacist League/Britain à la fac de Paris-VIII (Saint-Denis), le 18 décembre 1995.

Je viens d'Angleterre pour participer aux mouvements actuels en France. Hier, j'étais à l'AG des cheminots de Rouen. Je peux vous assurer que les ouvriers et étudiants du monde entier regardent attentivement les événements en France. Les capitalistes regardent aussi – avec peur – parce qu'il est clair que la lutte de classe existe, en dépit des mensonges de la bourgeoisie sur la « mort du communisme ».

En Grande-Bretagne, nous avons eu et des gouvernements soi-disant de gauche et des gouvernements de droite. La sécurité sociale a été quasiment détruite. Le chômage est généralisé et la pauvreté a atteint de larges couches de la popula-

tion. Nous avons eu notre Plan Juppé, il s'appelle Margaret Thatcher.

Je voudrais parler des leçons des luttes et des défaites en Grande-Bretagne. Surtout, des leçons de la grève des mineurs du charbon. Après que les mineurs ont été vaincus, ils ont attaqué les autres syndicats, les chômeurs, la sécurité sociale, les minorités ethniques.

Il y avait environ deux cent mille mineurs en grève, pendant presque une année, en 1984-85. Le problème n'était pas dû à un manque de combativité à la base, mais à l'isolement des mineurs par les directions des syndicats des autres secteurs. Ces directions ont compris que l'extension de la grève aurait posé la question du pouvoir. C'est la même chose aujourd'hui en France.

Ici, maintenant, le mouvement est à un tournant décisif. Il n'y a pas de victoire ! Ce gouvernement est déterminé, il doit attaquer les acquis sociaux, parce qu'il est capitaliste. Ce n'est pas une question de deux ans d'annuités à la SNCF. Ils peuvent céder cela pour diviser le mouvement, mais après deux mois ils vont renouveler leurs attaques. Encore et encore.

Il faut poursuivre et étendre ces grèves. On a besoin de comités de grève élus et révocables, de piquets de masse et volants. C'est bien que vous ayez voté de continuer la grève aujourd'hui, mais l'extension de la grève du secteur public aux usines est la clé. Pour ça, on doit

surmonter les divisions entre français et « immigrés ». On doit gagner le soutien des ouvriers dans les usines. Vigipirate a vraiment préparé les attaques du plan Juppé. Et l'absence de riposte du mouvement ouvrier contre Vigipirate a affaibli la classe ouvrière entière. C'est le devoir du mouvement ouvrier de s'opposer au racisme d'Etat, à Vigipirate !

La direction actuelle du mouvement ouvrier veut faire pression sur le gouvernement, elle ne veut que des réformes partielles. Mais ce n'est pas simplement une question de réformes. Est-ce que cette lutte est pour un autre 36 ou 68 ? Quand la direction a terminé les grèves par les accords de Matignon et les accords de Grenelle, elle a bloqué la possibilité d'une révolution qui aurait pu installer un gouvernement ouvrier, basé sur les conseils ouvriers. Et après ces accords, la bourgeoisie est revenue sur les acquis. Pourquoi les dirigeants ont limité les revendications au plan Juppé et au secteur public ? C'est la politique de collaboration avec la classe dirigeante, typique du PS et du PCF. On a besoin d'une direction qui veut renverser la classe capitaliste et son système entier. Il faut une nouvelle direction, un parti révolutionnaire qui lutte pour un gouvernement ouvrier. On doit en finir avec le système bourgeois, le racisme et la misère. Et ça veut dire une révolution socialiste. Merci. ■



# Va-t-en guerre pro-impérialiste dans les Balkans

## PO : couverture d'« extrême gauche » des bureaucrates casseurs de grève

« La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » La récente vague de grèves en France vient une nouvelle fois de confirmer la brûlante actualité de la thèse fondamentale du Programme de transition de Trotsky. Face aux trahisons des bureaucraties réformistes, beaucoup de travailleurs, de jeunes, sont à la recherche d'une alternative révolutionnaire aux directions ouvrières, réformistes, en place. Ils doivent aujourd'hui examiner attentivement les programmes et les actes des différentes organisations qui prétendent lutter pour construire un parti révolutionnaire.

Ces grèves contre l'offensive du gouvernement Chirac ont été la première grande bataille de classe contre le « nouvel ordre mondial » proclamé triomphalement par les impérialistes avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. L'enjeu de ces luttes était une remise en cause du système capitaliste qui aujourd'hui ne peut apporter que misère, fascisme, racisme et guerre. Les directions réformistes du PS, du PCF et des syndicats acceptent ce système pourri, de même que l'« extrême gauche » officielle (LO, LCR, PT) qui est maintenant partie intégrante de la bureaucratie syndicale.

Accrochés à ces directions traîtres, un certain nombre de petits groupes pseudo-révolutionnaires s'efforcent de servir de couverture de gauche à la politique des bureaucrates. Parmi eux, le groupe centriste Pouvoir ouvrier (PO) mérite une attention particulière pour avoir poussé plus loin que les autres les efforts pour travestir le marxisme révolutionnaire de notre époque – le trotskysme – et présenter comme révolutionnaire un programme de pression sur les lieutenants ouvriers du capital, que sont les bureaucrates réformistes, et de capitulation devant le bellicisme impérialiste de la bourgeoisie.

PO a accepté le cadre dans lequel les réformistes placent les luttes ouvrières : obtenir des réformes dans le cadre capitaliste. Dernier maillon de la chaîne syphilitique front-populiste, PO s'accroche aux réformistes de l'« extrême gauche », qui s'accrochent eux-mêmes au char de la bourgeoisie. Comme le reste de l'« extrême gauche », cette organisation a avancé comme perspective centrale une « grève générale » illimitée. Cette revendication, comme nous l'avons dit dans notre supplément du 4 décembre, permet d'éviter le problème central de cette grève : la bataille politique sur un programme révolutionnaire contre les directions de collaboration de classes en place et la construction du parti révolutionnaire. Sa conception de cette grève générale est purement et platement économiciste (réformiste), ne visant qu'à obtenir des miettes dans le cadre capitaliste : « C'est clair. L'heure est à l'action, à l'organisation et à l'unité. Bref, à la grève générale illimitée pour la défense de la Sécu, de la fonction publique et de l'Éducation nationale ! » (Pouvoir Ouvrier n° 33, décembre 1995).

Toute grève générale pose à terme (et à plus forte raison si elle est « illimitée »...), la question du pouvoir : qui, de la bourgeoisie ou du prolétariat, dirige le pays ? Dans ses articles, PO parle en termes extrêmement vagues de « gouvernement des travailleurs » et de « gouverne-

ment ouvrier ». Un tel gouvernement serait, écrit PO, basé sur des comités d'actions, des coordinations ou des comités d'usines, et constituerait « un nouveau type de pouvoir [...] où la politique sera décidée par des représentants responsables et révocables à tout moment » (Pouvoir Ouvrier, bulletin n° 3, 16 décembre 1995). Ou encore « une autre forme de gouvernement capable de balayer les attaques du patronat » (Pouvoir Ouvrier n° 33). On est visiblement très loin ici de la conception du Programme de transition de Trotsky, pour qui la formule de gouvernement ouvrier ne peut être qu'« une dénomination populaire de la dictature du prolétariat » – un gouvernement révolutionnaire insurrectionnel, basé sur des organes de pouvoir prolétarien (milices ouvrières, comités d'usine, soviets...), brisant le pouvoir d'État de la bourgeoisie, expropriant les capitalistes et entreprenant la réorganisation socialiste de la société.



E. Dagnino/Cosmos

**Troupes françaises en Bosnie. Le groupe Pouvoir ouvrier a réclamé une intervention militaire impérialiste aux côtés du régime nationaliste de Sarajevo.**

Pour PO, au contraire, le « gouvernement ouvrier » – pour « balayer les attaques du patronat » – n'est pas la dictature du prolétariat. Il y a près de vingt ans, le groupe britannique Workers Power (WP), les maîtres à penser de PO, définissait le gouvernement ouvrier comme « n'[étant] pas la dictature du prolétariat », mais en fait quelque chose d'intermédiaire entre la dictature du prolétariat et la gestion de l'État bourgeois par les réformistes, « un phénomène temporaire conduisant nécessairement à une guerre civile avec les forces de la bourgeoisie » (Workers Power n° 5, automne 1977). WP « précisait » ainsi la signification de son mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » : « Un complexe difficile de tactiques visant le problème d'arracher les organisations de masse de la classe ouvrière à ses dirigeants réformistes dans le processus de conquête du pouvoir d'État pour la classe ouvrière. En tant que tel, il joue un rôle central dans la tactique du front unique, en constitue en fait le « couronnement ». »

Cette conception centriste est associée, non pas à la tactique léniniste du front unique ouvrier – un accord conjoncturel pour une action commune –, mais au « front unique stratégique », politique consistant à « exiger » en permanence des directions réformistes qu'elles appliquent le programme socialiste.

Dans tous les articles consacrés à la situation en France, PO demande de même systématiquement aux ouvriers d'exiger des bureaucrates qu'ils organisent la lutte et la mènent à bien : « Nous appelons les militants du PS et du PCF qui se veulent aux côtés des travailleurs à lutter pour que ces partis soutiennent sans faille cette lutte, en mettant tous leurs moyens (militants, presse, appareil, argent...) à disposition du mouvement et s'engageant à ne pas négocier sur notre dos des accords de compromis » (Pouvoir Ouvrier n° 33).

Sa politique de pression sur les bureaucrates, qui est une acceptation du cadre que ces derniers fixent, amène PO à capituler devant la participation des bureaucrates au consensus raciste qui gangrène ce pays. Dans son journal de décembre, les mots « immigré », « racisme » ou « Vigipirate » ne sont ainsi même pas utilisés ! PO y appelle à une

ethniquement intégré de combattre l'oppression et la ségrégation racistes qui constituent aujourd'hui l'arme la plus puissante de la bourgeoisie pour diviser et affaiblir la classe ouvrière. Comme nous l'expliquions dans notre tract du 14 décembre, « le refus des directions ouvrières de combattre la terreur raciste fait obstacle à la nécessaire extension de la lutte au secteur privé et industriel principalement, avec sa forte composante combative originaire du Maghreb ou d'Afrique noire ». Les exhortations de PO à destination des travailleurs du privé leur faisaient porter au bout du compte la responsabilité de l'isolement de la grève – en écho à la propagande habituelle des bureaucrates qui cherchent à couvrir leurs trahisons en invoquant le « manque de combativité des travailleurs ».

La lutte contre le plan Vigipirate de terreur policière contre les « immigrés » et leurs enfants était clé pour élargir la conscience des travailleurs. Une autre question clé pour faire avancer le prolétariat vers la révolution est la claire conscience du rôle de son propre impérialisme. En pleine grève, le 14 décembre, s'est tenu en région parisienne le sommet consacrant le dépeçage de l'ex-Yougoslavie par les impérialistes. Nous avons tenu, comme devoir internationaliste de s'opposer à notre propre impérialisme, des piquets de protestation ce même jour. Quand nous avons proposé à PO (comme à d'autres) de tenir ces piquets en commun sur les mots d'ordre « France, OTAN, ONU, ôtez vos pattes sanglantes des Balkans » et « Non à la partition impérialiste des Balkans », nous nous sommes heurtés à un refus catégorique. Ceci alors même que PO, sur le papier, proclame son opposition à l'« accord de paix réactionnaire » de Dayton et au « partage de la Bosnie » que celui-ci organise, et réclame le « retrait de toutes les troupes de l'OTAN » (Pouvoir Ouvrier n° 32, septembre 1995). A notre connaissance, PO n'a pas cherché à concrétiser son « opposition » proclamée à l'intervention militaire impérialiste dans l'ex-Yougoslavie par le moindre rassemblement, le moindre meeting ou la moindre initiative publique.

Nous ne sommes aucunement surpris de voir ainsi PO refuser de s'associer à une action de front unique contre l'intervention impérialiste dans les Balkans. Car, depuis des mois, la véritable ligne de PO et de son organisation sœur britannique WP a été de réclamer une intervention militaire impérialiste aux côtés du régime nationaliste réactionnaire de Sarajevo. Et quand, au début de l'automne, les impérialistes de l'OTAN leur ont donné satisfaction en bombardant massivement les Serbes de Bosnie, leur refus de défendre les Serbes contre les attaques impérialistes a provoqué l'éclatement de leur « internationale » bidon, la Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire (LICR).

Dans une déclaration publiée le 5 septembre, WP, le groupe-phare de la LICR, argumentait que deux semaines de bombardements massifs ne constituaient pas une intervention impérialiste décisive ! En fait, ces bombardements marquaient un tournant décisif dans le caractère de la guerre en subordonnant les forces des Croates et des Musulmans bosniaques à l'agression contre les Serbes de Bosnie. Alors que les révolutionnaires n'avaient – et n'ont toujours – aucun

grève générale illimitée pour la défense de la fonction publique, « omettant » de mentionner les lois d'apartheid qui en interdisent l'entrée aux « non-Français » (interdiction défendue par les bureaucraties syndicales). Alors que, dans les coordinations nationales étudiantes, les bureaucrates des UNEF ont lutté pour éliminer les revendications votées (entre autres) par Paris-VIII (Saint-Denis) contre « la politique réactionnaire et raciste du gouvernement », et qui exigeaient notamment l'« abrogation des lois racistes (circulaires Sauvé-Marchand, Bardet, lois Joxe et Pasqua) », PO présente une plateforme pour les étudiants qui ne se distingue en rien de celle des bureaucrates des UNEF, et où ces revendications ne sont pas avancées.

Dans son bulletin du 16 décembre, PO exhortait les travailleurs du privé à rejoindre la grève avec l'argument que les attaques contre les salaires, les retraites et la protection sociale visent aussi le secteur privé. Mais cela était parfaitement insuffisant pour briser le véritable « cordon sanitaire » que les bureaucrates réformistes ont établi autour de la grève du « secteur public ». Une question clé pour l'extension de la grève à l'industrie (avec sa puissante composante « immigrée », notamment dans l'automobile) était la nécessité pour le mouvement ouvrier

## بيجيبيرات...

بقية ما بالصفحة 12

العظمى في هذه المنطقة من العالم ما هي إلا مثل موضع لتفانم الصراعات بين الأمبرياليين بعد إنيار و تحطم الإتحاد السوفياتي و التي، في آخر المطاف، ستعود إلى حرب عالمية أخرى.

نحن، الرابطة التروتسكية، نادينا للدفاع على أسراب البسنا ضد إعتداء منظمة الحلف الأطلسي (OTAN). لا للتجنيد - لا شخص، لا مليم للجيش البورجوازي ! و عكس المصلحين و الوسطيين الذين إستسلموا أمام الحرب الصليبية العنصرية لشيراك، نادت الرابطة التروتسكية إلى تجمع جبهة وحيدة ضد موجة الإرهاب العنصري و الإمبريالي في فرنسا و في تاهيتي، منادين : لتسقط البوغرومات (الذبح الجماعي) ضد المهاجرين و حالة الحصار العنصرية لشيراك ! لتخرج الشرطة و الجيش الفرنسي من أحياء المهاجرين و من تاهيتي ! و قد قمنابجما في باريس أمام سينما le Grand Rex، واحد من الأماكن أين قتلوا مئات من الجزائريين، في 17 أكتوبر 1961، بينما كانوا يتظاهرون من أجل الإستقلال.

في هذه الطريقة، مثل نضالنا لأجل تحرير موميا أبو جمال، مسجون سياسي أسود في دهليز الموت في الولايات المتحدة، نحن نحاول أن نعمل كنواة حزب العمال الثوري الذي يجب أن يكون مدافعا على حقوق المضطهدين. أن هزيمة مخطط جوبي الآن ستكون فوزا عظيما للحركة العمالية. لكن نحن نعرف أن بورجوازية مجروحة هي حيوان خطير للغاية.

لقد عبرت البورجوازية الطريق للهجوم على الطبقة العاملة. و الحزب الشيوعي و الحزب الاشتراكي الإصلاحيين، دعوات التعامل الطبقي، مثل ذليلهم من "اليسار المتطرف"، لا يقدمون إلا إصلاحات وهمية. فكلهم غير قادرين في الحقيقة على قيادة الطبقة العاملة، سواء في النضالات الحالية أو في النضال للقضاء على نظام عبودية الأجرة. إلا الحزب من الطراز البلشفي، معتمد على منظور ثوري بروتلياري، يستطيع أن يدفع إلى الأمام قضية العمال. بناء هذا الحزب، في النضال، تلك هي المهمة العاجلة الحالية.

4 ديسمبر 1995

بدون أي برنامج أو منظور ثوري، تبحث الأفواج شبه-التروتسكية مثل الرابطة الشيوعية الثورية (LCR) و نضال العمال (LO) على الظهور أكثر كفاحا من البيروقراطيات المصلحة التي فقدت سمعتها. إنهم ينادون إلى إضرابات عامة "غير محدودة" محددة على مطالب محصورة فقط في المستوى الإقتصادي. لم يقولوا أية كلمة على ضرورة الحركة العمالية المندمجة عرقيا أن تكافح الإضطهاد العنصري و الجنسي، لسحق بيجيبيرات، و التجنيد ضد التهديد الفاشي. إن "بديهم الثوري" على يمين شريحة من الحركة الطلابية الحالية، مثلما يشهد بذلك منشور طلبة جامعة باريس 8

(Paris VIII) في سان-دونني (Saint-Denis) الذي ينادي إلى التصدي للهجمات العنصرية من طرف الحكومة. في المظاهرة الجماهيرية في الخريف الماضي ضد التجارب النووية الفرنسية في المحيط الهادي، الحزب الشيوعي (PCF) و الحزب الاشتراكي (PS)، مثل ذليلهم من "اليسار المتطرف"، لم يقولوا ولو كلمة واحدة في ما يخص بيجيبيرات. بهذا الشكل، يقبلون كلهم في النهاية حملات و مصالح بورجوازياتهم "و لا يقومون بأي شيء" للقضاء على الهيمنة أو السيطرة الرأسمالية، و هكذا قد ساندوا الجبهة الشعبية لميتيران المضادة للعمال.

مؤخرا، ألحقت العديد من هذه المنظمات منها الرابطة الشيوعية الثورية (LCR) و حكم عمالي (PO) - أصواتها إلى النداية المناهضة لصالح "البسنا الصغيرة المسكينة" و طالبوا بتدخل إمبريالي ضد أسراب البسنا. فقد نالوا الآن على ما نادوا إليه بلجة و ضجة. أما فيما يخص نضال العمال (LO) و اشتراكية أممية (SI)، فقد رفضوا النداء إلى الدفاع على أسراب البسنا ضد الإعتداء الإمبريالي.

هذا الجيش الفرنسي نفسه المجدد للحملة الإرهابية العنصرية بيجيبيرات، بعثه الآن في مهمة إنسانية في البسنا. بينما تستعد البورجوازية لبعث جيشها لفرض أوامر منظمة الحلف الأطلسي (OTAN) على شعوب يوغوسلافيا-سابقا، تهدد أولا بإستعمال هؤلاء الجنود لفرض القرارات الإقتصادية لأوروبا ضد عمال هذا البلد. فمن الضروري على الطبقة العاملة أن تعارض بعث حملة عسكرية إمبريالية إلى البلقان. مؤامرات القوى

و الرمز إلى ذلك هو الجرافة التي بعثها ضد منزل عمال ماليين في مدينة فيتري في 1981، و مساندته ل14 سنة من الحكومة "الإشتراكية" لميتيران-الذين تميزوا بإرهاب عنصرية الدولة ضد "المهاجرين". الحزب الشيوعي (PCF) ساعد في تهيئة الأرضية لتساعد الجبهة الوطنية الفاشية للوبين، الذي يهيب نفسه الآن لبعث عصابات الفاشية ضد الحركة العمالية.

لقد كان الدور التاريخي للحزب الشيوعي (PCF) حجز النضال الطبقي و دفعه إلى سد البرلمان. الآن، الحزب الشيوعي (PCF) لم يعد القوة المهيمنة مثلما كان في السابق في أوساط الطبقة العاملة، بسبب الإنيار الكامل للستالينية في الإتحاد السوفياتي و في أوروبا الشرقية - أين فسحت خيانات البيروقراطية المجال للثورة المضادة الرأسمالية- و كذلك في فرنسا. و لكن نستطيع أن نكون واثقين أن هيو و الآخريين لم يتخلو على عاداتهم القديمة و سيعملون كل ما في وسعهم من أجل تخريب نضال العمال.

مشجعة بالهزيمة التاريخية التي عرفها البروليتاريا و ذلك بانهيار موطن ثورة أكتوبر، تظن البورجوازية أنها تستطيع أن تهجم على العمال بدون أي معاقبة، سواء بمساعدة ضباطها أو ملازميها المصلحين أو بدونهم. أن الخلفيات النقابية و انعدام الثقة اتجاه الأحزاب السياسية أصبح منتشر في أوساط العمال المكافحين و هذا غير مدهش. أنه نتيجة عشرات السنين من خيانات التعامل الطبقي للحزب الشيوعي (PCF)، الذين حرفوا حتى معنى كلمة الشيوعية، خلال 14 سنة من هجمات حكومة الجبهة الشعبية. هذه الحكومات التي تتدعى غشا ب "الإشتراكية" (و التي ما هي في الحقيقة إلا تحالفات التعامل الطبقي بين الحزب الاشتراكي (PS) و الحزب الشيوعي (PCF) و سياسيين بورجوازيين) ضد أوساط الطبقة العاملة و المجمعات ذوي الأصل المغربي و من إفريقيا السوداء.

camp à choisir dans la guerre civile entre ces régimes nationalistes également réactionnaires, ils devaient à ce moment adopter une position de défensisme révolutionnaire à l'égard des Serbes de Bosnie attaqués par les impérialistes. Au contraire, WP déclarait froidement que « dans la guerre entre l'OTAN et la Republica Srpska [la république des Serbes de Bosnie], les révolutionnaires continuent à prendre une position de défaitisme révolutionnaire des deux côtés ». Ceci n'est rien d'autre qu'une répudiation pure et simple du principe léniniste de défense militaire inconditionnelle d'une petite nation ou d'un peuple semi-colonial contre une agression impérialiste.

Cette prostration éhontée devant les bombardements impérialistes semble avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour la « Proletarian Faction » (devenue depuis le Communist Workers Group) du groupe néozélandais de la LICR, et pour une tendance formée par les groupes Poder Obrero de Bolivie et du Pérou (nous renvoyons les lecteurs à notre brochure en anglais « Workers Power's phoney international splinters over Balkans betrayal » pour une analyse détaillée de la scission de la LICR). En France, PO, tout en se solidarisant avec WP, a cependant soigneusement évité de publier la déclaration de son « organisation sœur » citée plus haut. Depuis quelques mois, PO avait de même « omis » de reprendre plusieurs déclarations et mots d'ordre de WP qui constituaient autant d'appels grossiers à une intervention militaire impérialiste directe aux côtés du régime d'Izetbegovic, comme par exemple : « Levée de l'embargo sur les armes ! Envoyez de l'artillerie lourde, des chars et des avions à l'armée du BiH [le gouvernement de Sarajevo], sans aucune condition ! » (Workers Power, juillet-août 1995).

Cependant, PO n'a fait qu'escamoter les conclusions les plus embarrassantes de la ligne qui reste la sienne. Si PO n'a effectivement pas appelé l'été dernier le gouvernement français à « envoyer de l'artillerie lourde, des chars et des avions » au régime nationaliste de Sarajevo, en décembre 1994 il réclamait fondamentalement la même chose en demandant « que les troupes impérialistes s'en aillent, qu'elles laissent leurs armes et leur

équipement aux défenseurs des communautés musulmanes et multiethniques » (Pouvoir Ouvrier n° 29, décembre 1994). Si en septembre dernier, PO avançait les mots d'ordre « Non à toute intervention impérialiste : retrait de toutes les troupes de l'OTAN et des casques bleus, à bas les frappes aériennes de l'OTAN ! » et « Non à l'accord de paix réactionnaire, non au partage de la Bosnie ! » (Pouvoir Ouvrier n° 32) et « oubliait » de publier la déclaration « défaitiste révolutionnaire » de WP, il refusait cependant d'appeler à la défense des Serbes de Bosnie. De même, PO continuait alors à exiger « la levée du blocus sur les armes contre les Bosniaques » et à appeler les travailleurs à « donner leur soutien critique aux forces gouvernementales bosniaques » dans la guerre réactionnaire qui les oppose aux forces nationalistes serbes (Ibid.). Et jusqu'à ces derniers mois, PO n'avait pas ménagé sa peine pour mobiliser les travailleurs, en France comme dans les autres pays d'Europe, dans des actions pratiques en soutien au régime réactionnaire d'Izetbegovic, notamment en participant activement au « Secours ouvrier pour la Bosnie » - un des principaux véhicules pour tenter de mobiliser le mouvement ouvrier européen en faveur d'une intervention impérialiste accrue aux côtés de la « pauvre petite Bosnie ».

Contrairement à la LCI dont la Ligue trotskyste est la section française, la LICR (ou ce qu'il en reste...) n'est aucunement une internationale régie par le centralisme démocratique (dont toutes les sections défendent la même ligne internationale démocratiquement décidée) mais un conglomérat centriste de groupes qui peuvent « adapter » leur position au gré des pressions opportunistes nationales. En l'occurrence, le fait que PO se soit visiblement efforcé d'escamoter les cris de guerre antisérbes les plus enthousiastes de ses acolytes britanniques reflète probablement le peu d'enthousiasme pour une intervention militaire aux côtés de la Bosnie non seulement dans la classe ouvrière (notamment auprès des travailleurs influencés par un PCF longtemps proserbe), mais aussi parmi une large partie de la bourgeoisie française et de ses officiers. La sensibilité des différentes sections de la LICR aux nuances des

divergences entre « leurs » bourgeoisies rappelle la conduite de la vieille Deuxième Internationale, qui parlait volontiers de « paix » dans l'abstrait pour mieux sombrer dans le bellicisme social-chauvin dès que les vraies pressions de la guerre se firent sentir. Bien sûr, la LICR est en comparaison minuscule et marginale, mais il semble qu'elle voudrait bien pouvoir connaître un jour elle aussi son 4 août 1914.

La trajectoire politique récente de PO, de WP et des autres groupes de la LICR - jusqu'à leur capitulation en rase campagne devant l'impérialisme en Bosnie - est symptomatique de la dérive rapide vers la droite du centrisme sous l'impact de la vague contre-révolutionnaire qui a déferlé sur l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, la LICR ayant, comme le reste de l'« extrême gauche » stalinophobe, capitulé devant la campagne antisoviétique de l'impérialisme. Le chauvinisme a été la machine de guerre que l'impérialisme a

utilisée pour faire voler en éclats l'Etat ouvrier déformé qu'était l'ancienne Yougoslavie.

La « purification ethnique », que les impérialistes déplorent cyniquement aujourd'hui, était donc à la fois l'arme privilégiée et l'aboutissement logique de la contre-révolution capitaliste qui a été instiguée par l'impérialisme et qui a été préparée par des décennies de pouvoir stalinien. Il ne peut donc pas y avoir quoi que ce soit de commun entre la politique internationaliste des marxistes et la ligne rétrograde de ceux qui se tournent vers l'un ou l'autre des gangs rivaux impérialistes pour amener la « paix » dans les Balkans ! Tous ces petits jeux auxquels se livre WP (et ceux auxquels, par-dessus le marché, PO se livre) ont pour but de cacher la séparation fondamentale entre ceux qui servent d'apologistes social-chauvins à leurs propres maîtres bourgeois et ceux qui se battent pour des révolutions socialistes, depuis la France jusqu'aux Balkans. ■

## Direction...

Suite de la page 5

crés alors qu'ils manifestaient pour l'indépendance.

De cette manière, comme avec notre combat pour la libération de Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique noir dans le couloir de la mort aux Etats-Unis, nous cherchons à agir comme le noyau du parti ouvrier révolutionnaire qui devra être un tribun des opprimés. Une défaite du plan Juppé aujourd'hui sera une énorme victoire pour le mouvement ouvrier. Mais une bourgeoisie blessée est un animal vraiment dangereux.

La bourgeoisie est passée à l'attaque contre la classe ouvrière. Les réformistes du PCF et du PS, apôtres de la collaboration de classes, tout comme leurs appendices d'« extrême gauche », n'offrent que des réformes illusoirs. Ils sont tous incapables de diriger vraiment la classe ouvrière, dans les luttes actuelles tout comme dans la lutte pour en finir avec le système de l'esclavage salarié. Seul un parti de type bolchévique, basé sur une

perspective révolutionnaire prolétarienne, pourra faire avancer la cause des travailleurs. Forger ce parti, dans la lutte, telle est la tâche urgente d'aujourd'hui. ■

Pour contacter  
la Ligue trotskyste  
et  
la Jeunesse  
spartaciste

Paris  
Le Bolchévik BP 135-10  
75463 Paris cedex 10  
Tél 42 08 01 49

Rouen  
Le Bolchévik BP 240  
76003 Rouen cedex  
Tél 35 73 74 47

# LE BOICOTHEMIK

من أجل قيادة جديدة، قيادة ثورية !  
من أجل حكومة عمالية تكسح كل النظام الرأسمالي المتعفن !

## ليستقط بيجبييرات ! اتحاد "المهاجرين" ، النساء و الشبيبة وراء القدرة الإجتماعية للطبقة العاملة !

نعيد نشر ترجمة الملحق الخاص للبيشميك،  
4 ديسمبر 1995، التي تم توزيع نسخة منها خلال  
إضرابات شهر ديسمبر المنصرم.

إختيار قوة قد ابتدأ، فمن جهة، حكومة شيراك  
جوبي و البورجوازية، مساندة من طرف بورجوازيات كل  
أوروبا. و من جهة أخرى، الطبقة العاملة، النساء،  
"المهاجرون"، الشبان و الطلبة، المتقاعدون-كل الضحايا  
المعنية بهجوم التتشف و الإزهاب العنصري من طرف  
الطبقة الحاكمة. نتجه حركة الإحتجاج المتزايدة نحو  
إضراب عام، مجابهة سياسية مع البورجوازية و دولتها.  
السؤال المطروح أكثر فاكث هو: من سيكون السيد في  
البلد؟ إن البورجوازية موحدة في عزمها على القيام  
بحرب ضد العمال و المضطهدين. فاشن الهجوم المضاد  
و للغوز، نتحاج الطبقة العاملة إلى قيادة أركان، قيادة  
ثورية برنامجها: الذين يعملون يجب أن يحكموا.  
بعد الثورات المضادة و المخطط و-المفتريك في الأوتاد

مكتسبات الإقتصاد المخطط و-العمفترك في الأوتاد  
السوفياتي و أوروبا الشرقية، أحتلت البورجوازية بما  
دعت موت الشيوعبة. الآن، أعين العمال في كل العالم  
متوجهة نحو فرنسا، أين العمال المكافحين يبرهنون أن  
النضال الطبقي حي. لكن ما يحتاج إليه العمال من أجل  
النوز؟ هو أن تحيا الماركسية، بصنفة حزب الطبقة الأمامي،  
لينيني-تروتسكي، الذي يناضل من أجل الإستيلاء على  
الحكم من طرف البروليتاريا-حزب الحركة الثورية، ليس  
مخادعين برلمانيين و لا نقابيين يبروقراطيين. هذا  
الحزب يجب أن يتفهم لينين بأنه يجب أن يكون مدافعا عن  
حقوق الجماهير، مكافحا ضد كل تطامرات الإضطهاد في  
كل الشرائح الشعبية، و يتخذ وراء القدررة الإجتماعية  
للطبقة العاملة، الشبيبة، العمال المغاربه و الأفارقة السود  
و أبنائهم، ضحايا حالة الحصار العنصري و الذين غير  
مقولين ك"مهاجرين" حتى و لو أنهم ولدوا في فرنسا و  
أنهم مواطنين فرنسيين، النساء اللواتي حق الإجهاض لهن  
مهردا أكثر فاكث.

العضية الحاسمة الآن هي قضية القيادة.  
تضامنت قيادة نقابة س.ف.د.ت. (CFDT) مع  
الهجومات الحكومية ضد الضمان الإجتماعي، و أعلنتها  
قيادة س.ج.ت.(CGT) و نقابة قوة عمالية (FO) أن  
هدفها النهائي هو سحب مخطط الوزير الأول جوبي، لكن  
شيراك و جوبي أعلنوا بوضوح أنهم سيواصلون مخططهم  
حتى النهاية، مهما كان الثمن. فهذا النزاع لا يمكن تسويته  
بمساومات في كواليس في إيطار البرلمان، و الإقتصار  
غير ممكن في الحدود الضيقة النيابية. إخذروا من الذين،  
مثل الحزب الشيوعي (PCF) و الحزب الاشتراكي (PS)  
يزعمون بتقديم قيادة للعمال من أجل هدف واحد و هو  
تخريب نضالاتهم و توجيههم نحو العادة القديمة  
الإنتخابية. إذا لم تتحرك الطبقة العاملة بعزم و جرأة،  
فالنتيجة من الممكن أن تكون تقوية، ليس اليمين البرلماني  
فحسب، بل أيضا فاشي لوبين، الذين يبرهنون  
"المهاجرين" و يقومون أنفسهم كاللجوء الأخير  
للبورجوازية أمام التهديد الثوري البروليتاري.

مطلما قال مضرب، نحن في حاجة إلى حكومة  
الإضراب! لكن كيف الوصول إلى ذلك؟ أنه من الضروري  
توحيد العمال في نضال منظم، منسق و موجه ضد النظام،  
ضم قطاعات أخرى من الجماهير المساندة للعمال  
و المناضلة هي أيضا ضد الهجمات الصادرة من مختلف  
الإتحادات، فالمرحلة الأولى هي تشكيل لجان منتخبة في  
داخل الجمعيات العامة للمضربين، في المصانع  
و المؤسسات، لجان منتخبة، و ذلك لأجل تنسيق  
و قيادة النضال. إن توسيع الإضرابات للقطاعات الأخرى  
أمر حاسم، و بالأخص لمعاقل العمال في الصناعة  
(أين العمال المهاجرين يكونون عنصر إستراتيجيا).  
وفي غالب الأحيان، غياب قيادة قادرة على تعميم و

مطلما شرخته الشبيبة السيارتاسيسية، فوج الشبيبة  
للرابطة التروتسكية، في منشورها الموزع في الشهر  
الماضي للطلبة في النضال: "يا يجب الآن، هو برنامج  
ثوري يربط نضال الشبيبة من أجل الحق لوليتاري، المسكن،  
أجرة لعميئة لائقة- إلى النضال البروليتاري من أجل  
القضاء على هذا النظام الرأسمالي المستغل و المضطهد.  
نحن، الشبيبة السيارتاسيسية، نكافح من أجل تعليم  
نوعى، مجاني، مفتوح للجميع بدون تمييز عنصري أو  
طبقي، نحن نكافح من أجل إستعادة البروليتاريا من فترة  
الثقافة، من أجل اللاحول الكامل إلى الجامعات للشبيبة  
العملية. من أجل جامعات مفتوحة للجميع و منح ملائمة"  
هجمات النظام الرأسمالي الرئسي ضد الضمان  
الإجتماعي، ليست إستثناءا. فتمس الشيء حدث في  
بريطانيا، و قد حاولوا تطبيقه في إيطاليا و ما هم  
يهدفونه لألمانيا. النقد المالي الدولي و الطبقات الحاكمة  
الرأسمالية الأوروبية قد أعلنت أن البورجوازية الفرنسية  
يجب عليها تمرير هذه القرارات، و هي مهينة للإتحاد مع  
الطبقات الحاكمة في الصعيد الأخر من الحدود، في تحالف



Le Bolchévik

ربط النضالات العمالية بينها سمح للبورجوازية عزل  
القطاعات المناضلة و خنق الكفاح العمالي، ضد مخطط  
الحكومة في استعمال الحافلات المضادة للإضراب لكسر  
إضراب النقل، إنه من اللازم تجنب إلتصابات إضراب من  
إجل قتل و تجميد الطررق و تنظيم سند فرق إضراب  
منتقلة من أجل توسيع الإضراب -بالأخص إلى القطاع  
الخاص- و من أجل تقويته.  
ضد تهديد إستعمال الجيش، ضد تجنيد الفاشيين  
الذين يعملون مثل سهم الرجعية الإجتماعية  
و هم مستعدون لخدمة البورجوازية كجنود أيضا فنيين لكسر  
الإضراب، يجب على لجان المصانع تنظيم فصليات  
عملية دافعية. مجموعات عمالية منظمة لازمة للدفاع  
على المظاهرات و تجنيدات المضربين و كذلك للدفاع  
على أحياء المهاجرين الذين هم الهدف الأول للمجموعات  
الفاشية و إزهاب الشرطة العنصرية لبيجبييرات. يجب  
على الحركة العمالية أن تنادي جنود الجيش لرفض  
إستعمالهم كمكسري إضراب.  
فيجب على لجان مصانع متركزة على مستوى

مضاهرة 16  
ديسمبر في  
باريس. لتوسيع  
الإضراب  
للصناعة، كان من  
اللازم دفع  
الكفاح إلى الأمام  
ضد كل صفات  
التمييز و  
الإزهاب  
العنصري.

لنفع البروليتاريا الفرنسية، مثل ما قامت به في السابق  
أكثر من مرة، من حكومة باريس 1871 إلى بيشي 1940.  
ضد أوروبا الحلف الأطلسي يجب تصدي أوروبا  
النضالات العمالية. ما يجب، هو منظور أسمى يحد الأيدي  
للعمال المناضلين في إيطاليا، و يبحث على ضم كفاحه إلى  
كفاح الطلبة المتطاهرين في بلجيكا، و ينادي العمال  
الإلمانيين للنضال جميعا ضد الهجمات الرأسمالية. مد  
الأيدي عبر البحر الأبيض المتوسط إتجاه شعوب شمال  
إفريقيا التي تخضع إلى عبودية الإستغلال الإمبريالي، هو  
شيء ضروري، لأنهم عنصرا أساسيا من البروليتاريا في  
فرنسا.

فبالعكس يتعرض الحزب الشيوعي (PCF) لهذا  
المنظور و ذلك بدعاياته القومية-الشوفاينية ل"نتاج  
فرنسي" يحمل مسؤولية تزايد البطالة في هذا البلد لا  
على أزياب العمل الفرنسيين، بل على العمال الأجبيين.  
يريد هذا الحزب أن يكون وسيلة للبورجوازية لإفساد  
و تخريب النضالات الكفاحية العمالية. هذا مظهره  
في ماي 68 لما أظهر معرفته كيف يمكن "إنهاء إضرابا"  
بحق الإستيلاءات العمالية للمصانع و المظاهرات العنصرية  
الجماهيرية التي جرت فرنسا على حافة الثورة. بدعاياته  
الخاصة و المنطحة إلى العنصرية ضد "المهاجرين"  
البقية صفحة 11